

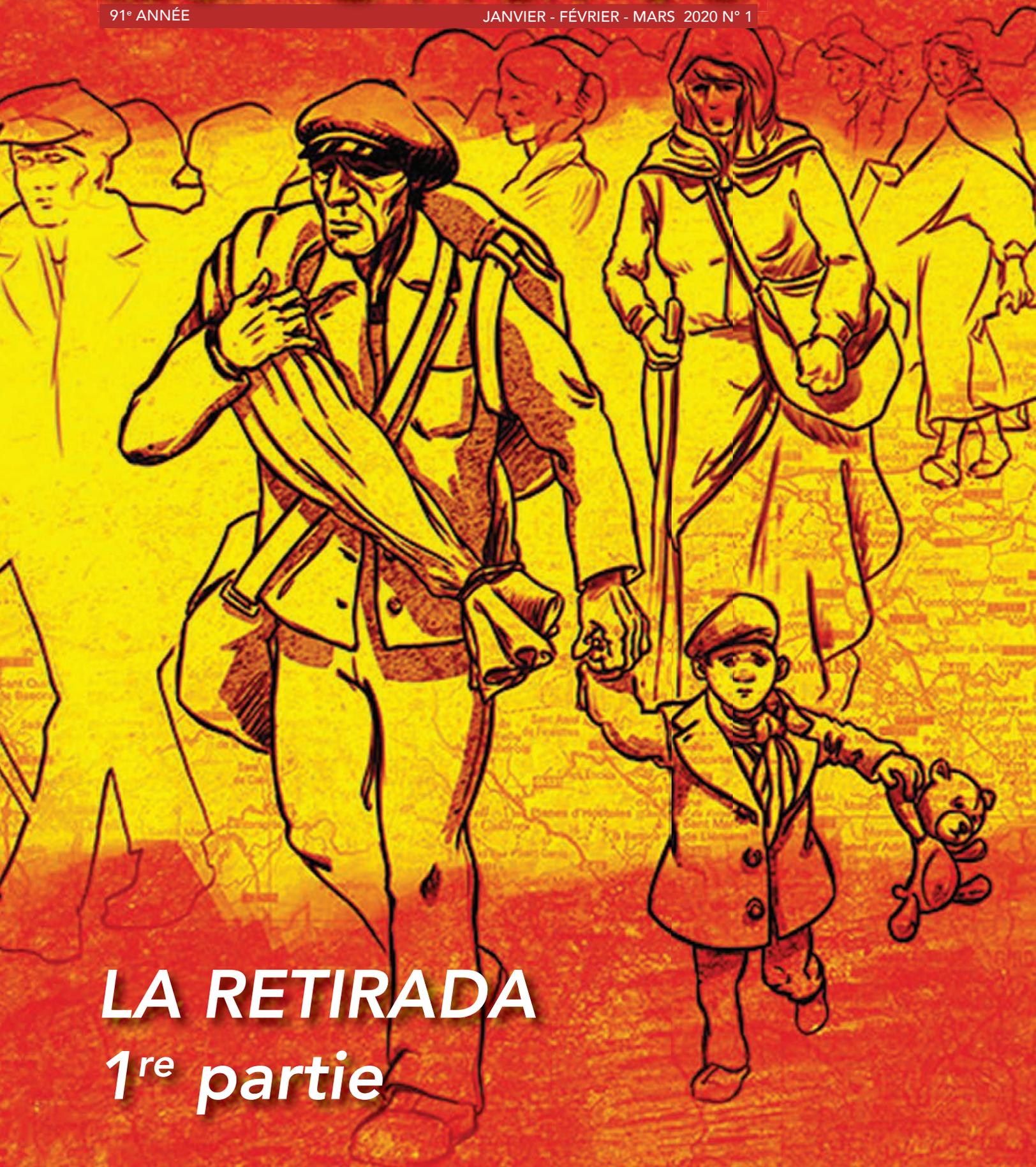
ORGANE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE ANDRÉ-MAGINOT

ISSN 1269-472X

La Charte

91^e ANNÉE

JANVIER - FÉVRIER - MARS 2020 N° 1



LA RETIRADA

1^{re} partie

Sommaire

ÉDITORIAL	3
ACTUALITÉS	4
La FNAM et l'UBFT resserrent leurs liens	4
Modernisation des matériels de la Marine	5
L'Adieu aux armes... françaises	6
DOSSIER	8
La Retirada Première partie : Le chemin de la frontière	
HISTOIRE	18
Le Wolfsschlucht III ou le troisième « repaire du loup »	18
Ouverture de route Servitude et abnégation	22
La SAS El Biod	25
INFOS	29
Le port de l'uniforme	
MÉMOIRE	30
Le Centre d'éducation Bayard	30
Les Cosaques	32
LA GRANDE-GARENNE	34
GROUPEMENTS	41
DEUIL	46
CULTURE ET SCIENCES	47
LECTURE	50
Lu pour vous	
RECHERCHE	51

La Charte

ISSN 1269-472X

Organe de la Fédération Nationale André-Maginot

TRIMESTRIEL - Commission paritaire n° 1223 A 06713.
Janvier - Février - Mars 2020. Dépôt légal à parution.



1^{re} page de couverture :

Illustration originale sur la Retirada. Avec l'aimable autorisation du CCAS.

© Frédéric Guyot/CCAS

4^e page de couverture :

Les festivités de fin d'année à la Grande-Garenne : groupe musical berrichon.

© Éric Gibot/Grande-Garenne

Ancienne Fédération Nationale des Mutilés, Victimes de guerre et Anciens Combattants. L'aînée des associations, créée en 1888 et reconnue d'utilité publique le 28 mai 1933.

SIÈGE SOCIAL ET ADMINISTRATION :

24 bis, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris
Tél. : 01 40 46 71 40

Email : fnam@maginot.asso.fr

Site internet : www.federation-maginot.com

CCP Fédération Maginot Paris 714-96U

DIRECTION ET RÉDACTION :

Directeur de la publication : Henri Lacaille

Rédacteur en chef : Jean-Marie Guastavino

Rédactrice en chef adjointe : Cathy Berjot-Ben Helal

Email rédaction : lacharte@maginot.asso.fr

Email diffusion : fnam@maginot.asso.fr

MAISON DE VACANCES :

La Grande-Garenne

18330 Neuvy-sur-Barangeon

Tél. : 02 48 52 64 00 - Fax : 02 48 52 64 02

RÉSIDENCE ANDRÉ-MAGINOT (EHPAD) :

Tél. : 02 48 52 95 60

IMPRESSION - EXPÉDITION :

Caractère Imprimeur

ZI Delta, 57 Montée de Saint-Menet, 13011

Marseille

La direction de *La Charte* ne peut être tenue pour responsable de la perte ou de la destruction des documents qui lui auraient été spontanément confiés

Après la bataille de la privatisation

Après la restauration de nos finances, dont je vous abreuve depuis deux ou trois numéros de *La Charte*, il nous restait à reprendre en main la situation de la Grande-Garenne, c'est à dire surtout la réorganisation de son fonctionnement.

C'est chose faite depuis l'arrivée sur place de M. Didier Corbière, qui assurera la fonction de directeur du site. C'est un professionnel de ce type de métier, qu'il a exercé au profit de deux régiments de l'armée de terre, dans la région de Tarbes. C'est aussi un ancien de l'ALAT, qui connaît donc bien la clientèle que nous sommes.

Le conseil d'administration lui souhaite bon courage et bonne chance.

Si nous avons recruté un directeur, c'est bien parce nous voulons continuer à gérer la Grande-Garenne au profit des membres de la Fédération, de leurs amis, anciens combattants et anciens militaires.

Une autre clientèle se découvre aujourd'hui, c'est celle des jeunes du Service National Universel. Nous allons faire un essai dans l'année, au centre de jeunes, du séjour d'un groupe de ce genre de recrutement. Souhaitons-nous un bon succès, ce genre d'activités pouvant assurer la pérennité de l'activité de notre (très) chère propriété.



Le renouvellement du Conseil d'administration de l'ONAC a eu lieu le 4 février, selon une nouvelle procédure dans laquelle il n'apparaît pas évident que les membres du premier collège (représentants de l'administration) participent à l'élection des membres des autres collèges, c'est à dire les associations d'anciens combattants et les représentants des fondations (diverses). Cela donne une prééminence évidente aux candidats officiels du ministère.

Cette procédure, digne du Second Empire, a donc donné les deux vice-présidences à la FNACA et l'UFAC, bien connues pour la baisse régulière de leur représentativité numérique. Les premières victimes en seront les OPEX, dont la très grande majorité est chez Maginot et à l'UNC.

Henri LACAILLE
Président fédéral

L'UBFT et la FNAM resserrent leurs liens

Nos deux associations l'Union des Blessés de la Face et de la Tête (Gueules Cassées) et la Fédération Nationale André-Maginot, déjà bien proches, resserrent encore plus leurs liens.

M. Patrick Remm, ancien président délégué de la FNAM, vient d'être élu, en décembre 2019, président du Conseil d'administration de l'UBFT, succédant ainsi à Henri Denys de Bonnaventure.

Au sein de l'UBFT, Patrick Remm était au préalable second vice-président depuis 2017.

Coopté administrateur en 2012 par la Fédération nationale André-Maginot, aujourd'hui présidée par Henri Lacaille, il occupe de 2016 à 2018 le poste de président délégué et de gestionnaire des actifs financiers.

Dans ses fonctions de conseiller financier des deux associations, UBFT et FNAM, il a joué un rôle essentiel lors de l'ouverture en bourse de la Française des Jeux (FdJ), pour l'établissement des divers pactes avec d'autres entités, regroupant associations d'anciens combattants et assurances du monde combattant. Cela a ainsi permis de

© SNAPP Reportages



Patrick Remm, président de l'UBFT.

renforcer nos positions et de nous permettre davantage d'actions de solidarité.

Nos associations ont pu ainsi augmenter sensiblement leur participation à la FdJ une fois les dédales administratifs et financiers bien balisés. La culture financière de Patrick Remm a d'ailleurs été plusieurs fois soulignée par la presse du monde de la finance.



Modernisation des matériels de la Marine

Vedettes de soutien à la plongée

Huit vedettes de soutien à la plongée (VSP) destinées à la Marine nationale viennent d'être commandées aux établissements Merré (Nort-sur-Erdre, Loire-Atlantique). Elles serviront principalement à la lutte contre les mines dans les fonds de faible profondeur.

Elles seront utilisées par l'École de plongée de Saint-Mandrier (Var) et les trois groupes de plongeurs démineurs, stationnés à Toulon, Brest et Cherbourg.

Au cœur du renouvellement des capacités navales de lutte contre les mines et les engins explosifs improvisés, se développe un concept innovant de bâtiments porteurs et de systèmes de drones permettant de traiter la menace tout en gardant les marins à distance. Elles remplaceront les vedettes d'intervention pour plongeurs démineurs (VIPD) admises au service actif dans les années 1990. Grâce à leur taille réduite et leur faible tirant d'eau, les VSP pourront être déployées dans les zones de faible profondeur d'eau non accessibles aux moyens plus conséquents et participeront à la fonction de guerre des mines.



© Merré

Chaland à propulsion hybride

Trois chalands multi-missions (CMM) supplémentaires, navires à propulsion hybride qui opèreront au profit des bases navales de Brest et Cherbourg, viennent d'être réceptionnés par la DGA.

Les CMM permettent de moderniser et de rationaliser les moyens de la Marine nationale dévolus au service portuaire, en diminuant les coûts d'exploitation, et en protégeant les marins et l'environnement. Elles sont construites par deux sociétés iXblue H2X (La Ciotat) et CEGELEC Défense et Naval Sud-Est (Toulon).

L'équipe, regroupant la DGA et la Marine nationale, a retenu le principe d'une propulsion hybride qui offre un double profil d'emploi : un mode classique autorisant une vitesse de 10 nœuds avec des groupes électrogènes fonctionnant au gasoil, et un mode d'exploitation à basse vitesse en mode zéro émission grâce à des batteries rechargeables à quai ou en mer. Ce second mode, actionné entre 65 et 80 % du temps d'utilisation, qui accroît particulièrement le confort des marins en réduisant les nuisances olfactives et sonores, est également bénéfique pour l'environnement.



© Défense.gouv.fr

L'Adieu aux armes... françaises

Par un communiqué de presse de janvier 2020, la ministre Florence Parly annonce le renouvellement des pistolets semi-automatiques pour les forces françaises.

74 596 pistolets semi-automatiques (PSA) ont ainsi été commandés par la Direction générale de l'armement (DGA). Ce marché a été confié à la société autrichienne Glock (pistolet et capacité d'aide à la visée nocturne) qui s'est alliée aux sociétés tchèque Sellier et Bellot (munitions) et américaine UTM (kit d'entraînement).

Ces pistolets de nouvelle génération remplaceront ceux actuellement en dotation : les PA MAC 50 (pistolets automatiques des manufactures d'armes de Châtellerauld) qui datent des années 50, et les PAMAS G1 (pistolets automatiques des manufactures d'armes de Saint-Etienne). Le montant de ce marché s'élève à 44 millions d'euros.

Le MAC modèle 1950, pistolet semi-automatique appelé improprement « PA » pour « pistolet automatique. », a été développé à partir de 1946 pour remplacer les nombreux modèles d'armes de poing en dotation dans les armées françaises par un modèle unique. Il était fabriqué par les manufactures d'armes de Châtellerauld

© Crochet David



Le MAC-50 (France).

© Quickload/Wikipédia



Le PAMAS (France).

Le PAMAS 9mm G1, pistolet semi-automatique fabriqué par la Manufacture d'Armes de Saint-Étienne, dérive d'un modèle spécifique du Beretta 92F dont il conserve l'allure. Le PAMAS G, mis en service opérationnel en 1989 comme arme de service dans les unités de la Gendarmerie nationale, entre en 1992, dans l'Armée de l'air française et en 1999 pour l'Armée de terre et la Marine nationale.

Le GLOCK, pistolet semi-automatique de calibre 9mm, fabriqué en Autriche par la société Glock GmbH, est considéré comme l'une des armes de poing les plus efficaces au monde.

L'entreprise autrichienne Glock produit des pistolets particulièrement innovants dont le premier modèle, Glock 17 sorti en 1980 intègre des polymères. Il a rencontré un grand succès commercial.



Le Glock (Autriche).

Grâce à ces matériaux nouveaux, l'arme est plus légère et la souplesse des polymères rend, par ailleurs, son recul moins brutal qu'avec la carcasse en acier parfaitement rigide d'une arme de poids équivalent. L'utilisation des polymères étant aujourd'hui devenue la norme chez tous les constructeurs.

Par ailleurs, ce pistolet a été choisi pour ses qualités de robustesse et de fiabilité manifestées lors des essais.

Il s'agit de remplacer des armes, dont la vétusté n'est plus acceptable, par des matériels modernes destinés à être utilisés en cas d'action rapide et de nécessité d'autoprotection.

Cette modernisation avait commencé en 2017 par l'arrivée du fusil d'assaut HK416F dans les unités. Il remplacera le FAMAS de calibre 5.56 x 45 OTAN, mis en service en 1970. Conçue pour être la plus moderne de son temps, mais d'entretien complexe, cette arme ne fut jamais achetée massivement par aucun autre pays, du fait de son coût élevé : près du double d'un fusil d'assaut américain M16.



Le FAMAS_F1 avec baïonnette (France).

Le HK416, fusil d'assaut de la firme allemande Heckler & Koch, utilise un système de piston à emprunt de gaz évitant les retours des gaz dans le boîtier de culasse et nécessite ainsi moins de nettoyage.



Le HK416 (Allemagne).

La commande porte sur environ 100 000 armes. Auparavant, l'arme avait déjà été retenue par une majorité des forces spéciales : la BFST (brigade des forces spéciales terre) devenue CFST (commandement des forces spéciales terre,



Le fusil FRF2 (France).

depuis 2016), les commandos parachutistes de l'air, le GIGN et les commandos marine. Enfin la DGA vient de sélectionner un fusil de précision, le SCAR (Special Combat Assault Rifle) un fusil d'assaut de calibre 5.56 Otan, de conception belge fabriqué par la FN Herstal.



Le SCAR-H (Belgique).

Les livraisons en 2020 de ce nouveau fusil de précision réservé aux tireurs d'élite français commencera en 2020 et plus de 2 600 seront livrés d'ici fin 2021.

Il remplacera les FRF1 et FRF2 de calibre 7.62.

Si on ne peut que louer la modernisation de l'armement individuel de nos soldats, on peut regretter la disparition des industries d'armement françaises.

Jean-Marie Guastavino

Sources :

- Communiqués du ministère des armées janvier 2020,
- *Les Échos* du 07.01.2020 Anne Bauer,
- Wikipedia.

La Retirada

Première partie : le chemin de la frontière

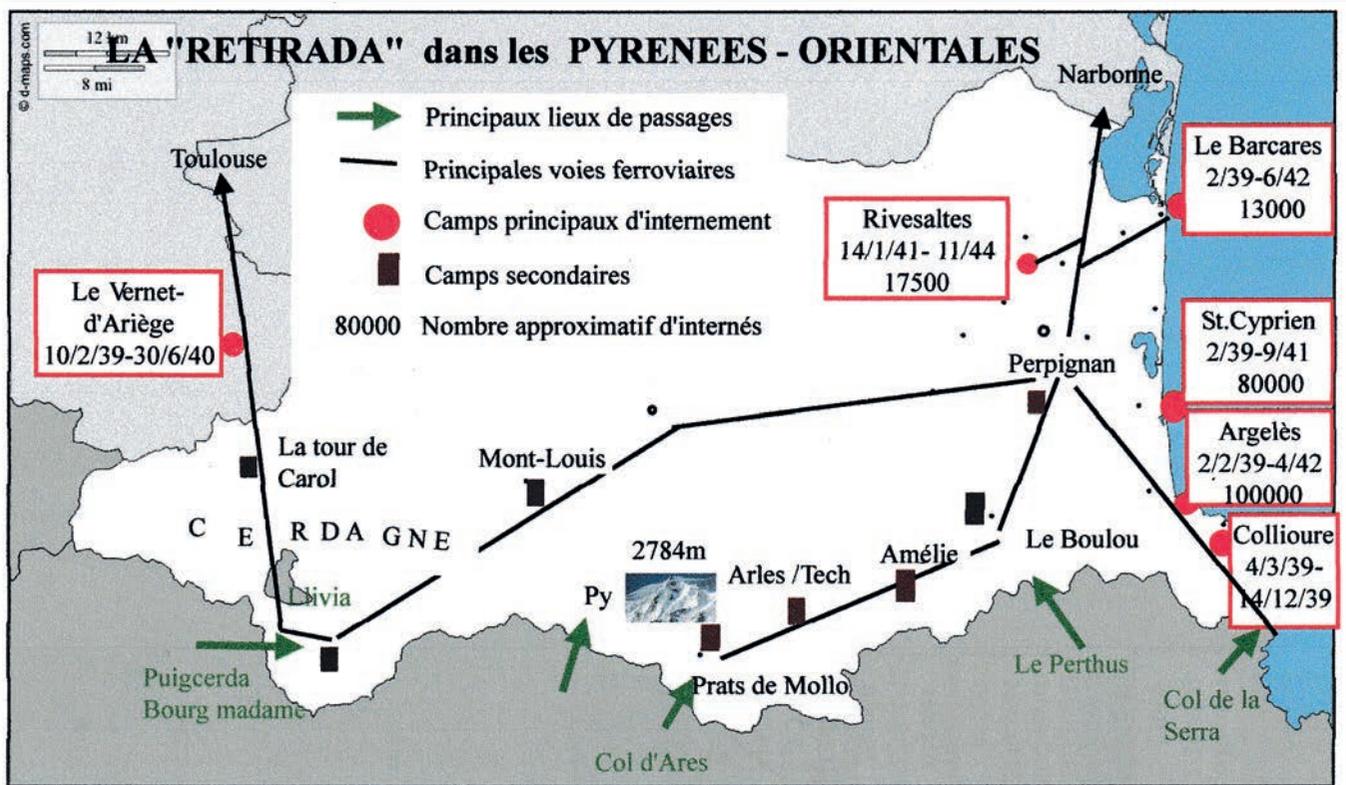


Nos pas, à la recherche d'ascendants, nous ont conduits au musée de la Retirada à Argelès-sur-Mer. Enquête vaine car aucune liste n'aurait été dressée en 1939 des personnes parquées sur la plage puis dans le camp de « regroupement » tristement célèbre.

Étonnant connaissant le côté tatillon de l'administration de notre pays. Cependant, nous avons été touchés par le drame enduré par près d'un demi-million de personnes, poussé par la mitraille franquiste, les bombes allemandes et italiennes vers la frontière française.

Si, dès le milieu de l'année 1938, des passages de civils espagnols se font vers la France, ce n'est qu'à partir du 28 janvier 1939 qu'un flux massif de civils puis de militaires tentera de franchir notre frontière.

Le 26 janvier 1939 commence vraiment l'exode qui sera nommée pour l'Histoire LA RETIRADA (« La retraite » en espagnol et en catalan).



Ce jour, les troupes franquistes entrent dans Barcelone. Il n'est plus question de livraison d'hommes et de matériels à l'Espagne républicaine comme entre 1936 et 1938. Privés de nourriture, transis de froid, civils et quelques militaires, sous les bombes, avancent vers la frontière française qui est alors fermée.

Le 29 janvier 1939, devant l'afflux, les gendarmes débordés dans un premier temps laissent passer. Ce sont 13 000 réfugiés qui franchissent, ce jour, la frontière au Perthus.

La route de Figueras à la Jonquera n'est plus qu'un magma terrifiant de piétons, de véhicules qui n'avancent même pas de 100 m en une heure. Des véhicules en panne d'essence ou mécanique sont abandonnés sur le bord de la route avec tous les *impedimenta* que leurs conducteurs et passagers, devenus piétons, ne peuvent emporter sur leur dos.

Le 4 février 1939, Figueras est bombardée par l'aviation allemande et italienne. Des colonnes de fuyards sont mitraillées.

« Les femmes et les enfants on les reçoit ; les valides on les renvoie ; les blessés on les soigne », ainsi s'exprime Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, en visite dans les Pyrénées-Orientales le 1^{er} février 1939.

À Cerbère

La petite maison des douanes françaises au-dessous du col de la Serra au dessus de Cerbère voit passer le 29 janvier des centaines et des centaines de véhicules, remplis de matériels et de fuyards, souvent couverts d'une couverture remise par les autorités françaises tellement la température est basse.

Le tunnel international est aussi plein de fuyatifs, qui attendront là des jours que la frontière soit ouverte.

Le nombre de véhicules ne fait que croître de jour en jour. Camions de tous types, militaires avec canons démontés, mitrailleuses, fusils, etc., véhicules sanitaires emplies de matériel médical parfois neuf, camions-citerne,

Dossier

véhicules civils. Un mélange indescriptible de matériels, d'êtres humains parfois avec des troupeaux.

Dès fin janvier, le Service Républicain espagnol des Munitions charge sur des wagons, apportés à Port-Bou entre 1937 et 1938, environ 3 000 tonnes de munitions en tous genres. Plus de 300 wagons sont poussés à travers le tunnel international jusqu'à Cerbère. Une seule grenade qui explose à Cerbère et ses habitants sont rayés de la carte.

Certaines munitions sont transbordées, écartement des voies oblige, et partent vers le centre de la France. D'autres, déposées sur des chalands, sont coulées en haute mer. Les plus dangereuses sont montées à dos d'homme jusqu'au cap Cerbère puis descendues avec précaution jusqu'à la mer. Là, par groupe de trois caisses, les artificiers les font exploser. Les déflagrations réduisent en miettes des tombes au cimetière. Dans Cerbère, des vitres de devantures sont brisées, des plafonds et des cloisons lézardés.

Le 30 janvier 1939, plus de 800 véhicules passent au ralenti la frontière au dessus de Cerbère, puis le flot s'arrête car certains

chauffeurs veulent doubler la file et cette dernière se trouve bloquée à l'entrée du village.

Pour dégager la situation, des militaires basculent des camions dans la mer après les avoir vidés de leurs occupants. Ces derniers se retrouvent contre la paroi rocheuse, se protégeant du froid comme ils le peuvent avec leurs maigres biens qu'ils ont pu sauver. Des valises souvent éventrées jonchent le sol. Un paysage de désolation.

Le 10 février à 13h16, le drapeau de l'Espagne franquiste flotte au col de la Serra.

Au Perthus

La DCA française est obligée d'ouvrir le feu pour garantir notre espace aérien.

Le 5 février, les premières unités militaires républicaines espagnoles passent la frontière en bon ordre. « Harassés par de longues marches, sans repos, épuisés par le manque de sommeil, tenaillés par la faim, trempés jusqu'aux os, portant les mêmes vêtements depuis des mois, nous arrivâmes au pied du drapeau tricolore français où nous devons laisser nos armes qui formaient une véritable montagne » (Ramon Moral, *Dans les fracas des camions*, p. 71).

© Archives départementales des Pyrénées-Orientales/Fonds Chauvin



Gendarmes, spahis et fantassins encadrent les réfugiés.

Puis ce sont les tanks, les automitrailleuses, les tracteurs tirant des camions, les véhicules en tous genres souvent chargés à pleine contenance de réfugiés et de matériels qui suivent. Souvent ces mêmes véhicules, qui ont franchi la frontière entre 1937 et 1938, repassent dans l'autre sens.

Le 9 février - 12h30 : « Le point de saturation est largement dépassé sur toutes les routes donnant accès à la plaine. Fermez la frontière », ordre du général

Falgade, commandant la XVI^e région militaire. Un câble est tendu à travers la frontière entre les bornes 574 et 575 et un cordon de plusieurs rangs de militaires empêche tout passage de véhicule alors qu'approchent 250 engins motorisés divers et 500 camions. Approche aussi l'avant-garde de l'armée nationaliste qui abat les chauffeurs en fin de colonne. Les occupants des véhicules, sans prendre le temps de saisir une valise sautent sur la chaussée et au pas de course se ruent vers la frontière.

12h45, le drapeau nationaliste flotte sur le Perthus et les militaires espagnols et français se saluent de part et d'autre de la frontière.

Au col d'Ares

Les troupes républicaines du côté de Ripoll et Olot sont prises en tenaille par les troupes nationalistes qui montent les unes par Vic et les autres par Gérone. Une seule échappatoire : le col d'Ares.

Si sur le versant espagnol une route monte jusqu'au col, sur le versant français un sentier de 4 km descend poursuivi par un chemin à charrettes de 10 km à la pente parfois prononcée jusqu'à Prats-de-Mollo.

© Archives du journal *L'Indépendant*



À Argeles, les premiers barbelés.

© Archives départementales des Pyrénées-Orientales/Fonds Chauvin



Camp de réfugiés républicains espagnols et gardes mobiles.

Le 5 février 1939, l'ordre d'évacuation de l'hôpital militaire de Campredon est donné. Un millier de blessés est évacué vers le col d'Ares dans des ambulances, camions surchargés alors que depuis le 29 janvier 1939 ce n'était déjà que « charrettes, camions, motos et le lamentable cortège de fugitifs traînant les pieds ».

La situation est dantesque. Les véhicules s'amoncellent à l'approche du col. Des chars essaient d'ouvrir le passage aux ambulances en basculant les véhicules immobilisés dans le ravin, « de l'essence par-dessus et on les brûlait pour qu'ils ne servent pas aux franquistes » (Vicente Arbiol, ancien artilleur républicain).

Les blessés sont sortis sur des civières, une seule couverture pour chacun alors que la température descend sous 0°. Ils sont transportés à bras d'homme, souvent par des civils réquisitionnés lorsque les bras militaires manquent. Dans la neige et la boue les appuis des porteurs sont incertains et des brancards se renversent avec la souffrance des blessés jetés à terre et celle des porteurs. Le chemin jusqu'à Prats-de-Mollo

Dossier

est jonché de pansements sanguinolents et de tout ce qu'un peuple, une armée en déroute peuvent laisser derrière eux.

« Au col, une odeur trouble, indéfinissable règne sur ce chaos : odeur de guerre, odeur de mort qui prend à la gorge. Des morts sont là au fond du ravin ou enterrés hâtivement à fleur de terre » (*L'Indépendant* du 22/02/39).

Le 13 février, malgré plus d'un mètre de neige et un vent violent, à 14h15 un drapeau franquiste apparaît au col d'Ares.

À Prats et Arles-sur-Tech, des hôpitaux de campagne sont installés en urgence. Des wagons désaffectés servent de chambre pour les malades plus légers.

Ce ne sera que le 1^{er} août 1966 qu'une route goudronnée sera inaugurée entre le col d'Ares et Prats-de-Mollo.

En Cerdagne

La situation est moins catastrophique qu'en Haut-Vallespir malgré la neige et une température glaciale.

Le 6 février 1939, les forces d'artillerie du Front républicain « Centre Catalogne » se présentent à Llívia avec armement, camions, tracteurs tirant des canons de fort calibre. 16 000 hommes bien encadrés passent la frontière. Des civils affluent souvent avec leur bétail. Le 7 février, ce sont 3 000 militaires puis le 8, encore 8 000 qui passent la frontière.

Le 9 février, 350 hommes du service de santé avec ambulances pleines roulent à tombeaux ouverts sur les routes de Cerdagne. Ce même jour 20 000 soldats et

© Archives départementales des Pyrénées-Orientales/Fonds Chauvin



6 000 civils passent à Bourg-Madame. Suivra un régiment de Cavalerie avec plus de 100 chevaux plus décharnés les uns que les autres. Ces pauvres bêtes serviront à nourrir une partie de ces réfugiés.

Le pays de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité

Entre le 28 janvier et le 1^{er} avril, c'est donc près d'un demi-million d'êtres humains qui a franchi la frontière dans des conditions inhumaines espérant rencontrer la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. Il va vite déchanter.

Pourtant alerté par l'ambassadeur de France à Madrid, puis par tous les consuls entre Madrid et la frontière française dès 1938, le gouvernement Daladier n'a rien prévu pour recevoir ces réfugiés, ces « Rouges » comme beaucoup les nomment, excepté l'envoi de troupes sur la frontière : régiments de garde-mobile, de dragons, de tirailleurs sénégalais, de spahis marocains.

Mais rien du côté hébergement ! ■

Michel Lequertier

À suivre...

Remerciements au Mémorial du Camp d'Argelès-sur-Mer/fonds Couderc et aux Archives départementales des Pyrénées-Orientales/fonds Chauvin pour les illustrations.

Mme Consuelo Fuentes témoigne

Mme Consuelo Fuentes épouse Lameule, plus connue sous le surnom de « Coco », me reçoit dans sa petite maison à l'entrée du village et très volontiers replonge dans son passé.

Quand la guerre éclate, en 1936, elle a 6 ans et vit entourée d'affection près de Saragosse avec ses parents et sa sœur de 11 ans. Sa mère est garde-barrière et son père employé RENFE (Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles - Réseau National des Chemins de Fer Espagnols). Les parents gagnent convenablement leur vie

Les nouvelles arrivant de l'intérieur les pressent de fuir ce qui pourrait devenir une zone de combat. Les parents décident alors de rejoindre la France, proche d'environ 250 km, qui semble un havre de paix. Avec une autre famille, ils mettent à profit des déplacements d'un wagon de la RENFE pour se rendre lentement vers la frontière franco-espagnole. Coco mentionne plusieurs fois le manque de nourriture. Les deux familles se soutiennent et finalement après plusieurs jours atteignent la frontière.

© La Charte/FNAM



À leur arrivée, les familles sont séparées. Seuls les femmes et les enfants restent à Bourg-Madame, sans nouvelles du père.

La Croix-Rouge prend alors en charge les réfugiés, au moins les femmes et les enfants et Coco se souvient avec émotion des sardines et du chocolat chaud distribués après tous ces jours de jeûne.

Peu après, les groupes de femmes et d'enfants, toujours sans nouvelles du sort des hommes, partent pour Liévin dans le Pas-de-Calais. La centaine de réfugiés est alors logée dans le gymnase d'un centre sportif. L'élément marquant l'enfant de six ans qu'elle était : l'excellent accueil de ces gens qu'elle ne connaissait pas, qui ne les connaissaient pas et qui leur montraient tant de sympathie malgré leurs conditions de vie difficiles. Quelques enfants étaient même accueillis à la table des Liévinos les fins de semaine. Un jour, alors qu'elle avait très froid, quelqu'un a attaché une écharpe à son cou. Elle n'a jamais pu savoir qui l'avait fait. Elle cite alors les paroles d'une chanson de Enrico Macias « Les gens du Nord ont dans le cœur le soleil qu'ils n'ont pas dehors ».

“ **À leur arrivée, les familles sont séparées.** ”

De janvier à mars 1939, le gouvernement Daladier avait ouvert la frontière aux réfugiés espagnols affluant à travers les Pyrénées par Le Perthus, Cerbère et Bourg-Madame. Cet épisode de la Guerre civile espagnole (Retirada) inspirera la Chanson de Bourg-Madame qui évoque l'entrée des réfugiés dans le bourg.

Dossier

Les conditions restent malgré tout rudes. Habillés par la Croix-Rouge, ils ne disposent que d'une couverture. Un an et demi passe ainsi et Coco perd un peu de sa joie de vivre.

Septembre 1939, la guerre arrive alors en France. Les réfugiés doivent alors repartir pour la frontière espagnole, enfermés dans des wagons. La peur de devoir retourner en Espagne les envahit mais ils sont bien accueillis à Argelès-sur-Mer, tout près de Collioure. Logés dans des bâtiments précaires ils reçoivent peu à manger. Ils chapardent alors des pommes, sous l'œil bienveillant des militaires, avant de recevoir une nourriture convenable.

“ **Un jour, alors qu'elle avait très froid, quelqu'un a attaché une écharpe à son cou.**

Elle n'a jamais pu savoir qui l'avait fait. ”

Les hommes ont trouvé du travail, loin, auprès d'un châtelain du Cher qui cherchait de la main d'œuvre pour la saison des betteraves. Il fait venir des réfugiés dont la famille de Coco, qui découvre ainsi la région ; les familles se reconstituent partiellement.

Les familles des réfugiés, celles de Coco et de leurs amis, s'installent en s'adaptant rapidement. Coco déménage souvent et ne peut suivre l'école que deux fois six mois. Elle s'exprime pourtant dans un français

académique qu'elle n'a cessé d'acquérir grâce à ses nombreuses lectures. Après le ramassage des betteraves, les familles fabriquent du charbon de bois dans la forêt, charbon acheté par les habitants du village, par les occupants de l'armée allemande mais également par la résistance.

Le temps passe, Coco fonde une famille avec Marcel, enfant du pays. Sa sœur, elle, part à Vierzon et s'y installe.

80 ans plus tard.

Coco n'oublie pas le passé, les moments difficiles, la faim mais aussi l'accueil très chaleureux des « gens du Nord » et le soutien indispensable de la Croix-Rouge qu'elle se fait un devoir de soutenir régulièrement. Ni amertume, ni nostalgie mais elle n'a pas oublié ce sentiment d'infériorité dont elle a souffert très longtemps. Elle vit aujourd'hui heureuse dans la maison de la maman de Marcel, ses enfants ne sont pas loin.

© Bastien Pierre



La mairie de Feux (Cher).

Elle ne veut pas retourner en Espagne par peur d'être déçue alors qu'elle est entièrement intégrée dans la vie du village et des alentours.

“ **À Feux, ici, je me sens bien, je suis chez moi.** ”

M. Joseph Lopez témoigne

La guerre civile d'Espagne de 1936 à 1939 va engendrer l'exode de près de 500 000 personnes – vieillards, femmes et enfants pour la plupart –. La Retirada. Je suis un de ceux là...

Mes grands-parents et parents se sont installés en France dans les années 1930. Mon frère, de 4 ans mon aîné, y est né. En 1936, la guerre civile éclate en Espagne, mon père se laisse enrôler et décide de partir grossir les rangs des Républicains. Sûr de la victoire, il emmène avec lui femme et enfant.

Fin 1936, il quitte la maison et ne va plus donner de nouvelles pendant de longs mois. Dans cette attente, je viens au monde en juin 1937, à Séna, province de Huesca en Aragon (Espagne). Les temps sont durs, ma mère, de petits boulots en petits boulots, gère le quotidien de la petite famille.

Trop jeune, je n'ai aucun souvenir de la suite, mais toujours à l'affût de ce qui pouvait se dire, j'étais à l'écoute.

“ **Ma mère, un sac avec l'essentiel sur le dos, tenant mon frère par la main et me portant sur l'autre** ”

Je me souviens que mon frère disait que, toutes les nuits, un militaire en arme montait la garde devant notre maison dans l'attente du retour de mon père pour le faire prisonnier.

Je me souviens aussi des discussions, quand mes parents recevaient des amis à la veillée, réfugiés également, et qu'ils évoquaient des

© SNAPP Reportages



souvenirs devant un bon feu de cheminée. C'est ainsi que j'ai appris le calvaire enduré par ma mère et tant d'autres pour atteindre, puis traverser les Pyrénées et rejoindre enfin le pays d'accueil la France.

Dans les premiers jours de janvier 1939, un message de mon père arrive, disant à ma mère de se préparer à quitter la maison et suivre une colonne de réfugiés qui passerait devant la maison tel jour. Je revois ma mère se souvenir et faire le récit de cet épisode la larme à l'œil.

Donc, c'est dans un froid glacial de janvier qu'au petit matin cette colonne passa dans le village comme prévu. Ma mère, un sac avec l'essentiel sur le dos, tenant mon frère par la main et me portant sur l'autre, se joignit au groupe.

La traversée des Pyrénées devait se faire par le Perthus, la route était longue. Le groupe marchait jour et nuit, prenant au passage tout ce qui était récupérable pour s'alimenter. Certains avaient attelé des chevaux à des charrettes emportant meubles et animaux.

Dossier

Ma mère se souvenait avoir demandé à certains de pouvoir monter sur une charrette et faire un bout de chemin pour se reposer, mais c'était toujours le refus. Il fallait avancer, marcher, marcher, marcher...

J'ai également entendu dire qu'à partir du cinquième jour, bon nombre de vieillards abandonnaient et certains, épuisés, mouraient sur le bord de la route. Un matin au lever du jour, les montagnes pyrénéennes apparurent, un grand cri de joie montait de la colonne, certains chantaient pour se donner du courage. Ces derniers kilomètres étaient le moment le plus douloureux aux dires de ma mère. Elle avait tout abandonné derrière elle, sa maison, son jardin (la huerta) et était toujours sans nouvelles de son mari... Mais si près du but, de la liberté, il fallait avancer. Puis ce fut la bascule coté France, tous ceux qui étaient encore présents dans la colonne s'embrassaient, riaient, chantaient...

La France s'était préparée pour nous accueillir et recevoir des milliers de personnes, elle avait créé des camps d'internement, Saint-Cyprien, Argelès et plus tard Rivesaltes.

J'ai entendu dire que la vie était dure dans ces camps, mais ma mère disait : « Nous sommes libres ». Je me souviens qu'elle disait que le camp était entouré de barbelés sur trois faces et que la quatrième face c'était la mer.

Un matin, après le rassemblement, le groupe a été partagé en deux, un groupe devait rejoindre le camp de Bram dans l'Aude. Nous étions de ce groupe, nous nous dirigeons vers Carcassonne.

Ma mère, heureuse de se rapprocher de la famille, commençait à se poser des questions : comment faire savoir à ses parents, restés en France, que nous étions là, à 30 km de Carcassonne et comment leur dire de venir nous chercher?

Un jour, ma mère profita d'un rassemblement, pour annoncer que nous avions de la famille tout près.

Un beau matin, froid, sec, nous vîmes arriver mon grand-père, le cheval attelé à une jardinière, il venait nous chercher. Et c'est ainsi que nous avons retrouvé un toit, un lit et une bonne table. Les jours passèrent, de longs mois sans nouvelles de mon père. Et c'est sur les derniers jours de l'hiver que mon père fit son retour à la maison ; la famille était au complet.

Mon père, ayant trouvé du travail, tout près de Carcassonne, nous installa dans un village où je vis encore avec ma famille.

Je me rappelle les premières années d'école, où les enfants de mon âge n'étaient pas tendres avec moi. Je me souviens avoir passé les récréations le dos collé au mur et voir défiler devant moi ceux de mon âge, m'adressant des mots qui sont toujours présents dans ma tête.

J'ai grandi dans cette tourmente jusqu'au jour où je me suis imposé, aidé par mon frère, mon aîné de 4 ans.

Finalement, le temps passant, ceux qui me traitaient de tous les noms et moi sommes devenus de bons amis.

À 17 ans, je suis devenu le président du comité des fêtes de mon village. Après mon service militaire en Algérie, j'ai fait office de président du club de foot et ensuite, prenant de l'âge, président des anciens combattants André- Maginot de l'Aude. J'ai effectué une longue carrière au sein d'une société de vente en gros de matériel électrique avant de prendre ma retraite.

“

**À Pezens,
je suis chez moi.**

”

Mémorial du camp d'Argelès-sur-Mer

26 Avenue de la Libération, 66700 Argelès-sur-Mer
Tél. : 04 68 95 85 03 Email : info@memorial-argeles.eu
Site Internet : <http://memorial-argeles.eu>

Le Mémorial du camp d'Argelès-sur-Mer rend hommage aux Républicains espagnols ayant fui le Franquisme en 1939 et qui ont séjourné ici, sur la plage. L'exposition, divisée en deux grandes zones symbolisant l'Espagne d'un côté et la France de l'autre, relate ce dramatique événement historique, plus connu sous le nom de « Retirada ». Des visuels explicatifs, des documentaires télévisés ou encore des œuvres d'art rythment la visite axée principalement sur les conditions de vie difficiles dans le camp.

de Mémoire », situés sur des emplacements emblématiques du camp. Sur la plage (autour du 50, boulevard de la Mer), un monolithe a été érigé en hommage aux Républicains espagnols à l'endroit où se trouvait l'entrée sud du camp. Plus au nord, sur le parking de la Marende, une plaque signale la limite nord du camp. Enfin, Avenue de la Retirada 1939, le « Cimetière des Espagnols » a été aménagé et agrémenté d'une stèle portant les noms de personnes décédées dans le camp ; un arbre aux enfants (près de 70 enfants moururent dans le camp) y a été planté. Ces lieux font l'objet de commémorations régulières et sont devenus incontournables pour nombre de visiteurs ou de personnes ayant un lien ou non avec la Retirada et l'histoire des camps d'étrangers.

© Fonds Chauvin



Structure municipale intégrée au service « Culture et patrimoine » de la ville et inaugurée en 2014, c'est un espace à la fois muséographique, mémoriel, pédagogique et culturel ainsi qu'un centre de ressources et de documentation.

Le Mémorial héberge l'association FFREEE (Fils et Filles de Républicains espagnols et Enfants de l'Exode) qui œuvre, avec plus de 300 membres, pour transmettre la mémoire, informer, et permettre, parfois, à des personnes qui s'étaient perdues lors de ces événements de se retrouver.

Sur le territoire d'Argelès-sur-Mer, la municipalité a également mis en place des « Lieux



Tarifs :

Entrée : 2€ (gratuit pour les Argelesiens et pour les membres de l'association FFREEE). Scolaires et groupes, consulter le mémorial.

Le Wolfsschlucht III (W3) ou le troisième « repaire du loup »

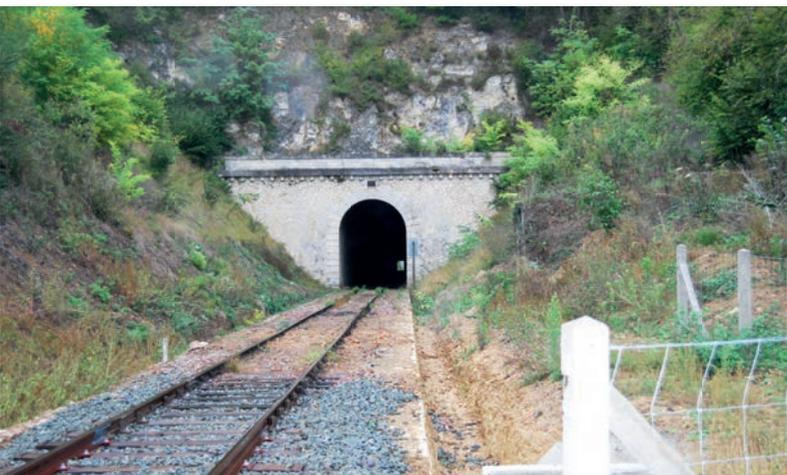
Le Wolfsschlucht ou « ravin du loup » ou encore « gorge », « précipice » ou « repaire du loup » est l'un des vingt quartiers généraux qu'Adolf Hitler a fait construire à travers l'Allemagne et l'Europe occupée. Peu connu, le Wolfsschlucht III ou W3 est situé près de Saint-Rimay à proximité de Montoire-sur-le-Loir.

Le tunnel de Saint-Rimay

Durant la Seconde Guerre mondiale et l'occupation allemande de la France, la gare de Montoire-sur-le-Loir (Loir-et-Cher), située à moins de 5 kilomètres du tunnel de Saint-Rimay, fut choisie comme lieu de stationnement du train blindé d'Adolf Hitler pour les entrevues que celui-ci eut le 24 octobre 1940 avec le maréchal Pétain.

Cette gare présentait un double avantage : tout d'abord sa proximité du trajet Paris-Hendaye, Hitler avait rencontré le général Franco dans cette ville frontalière le 23 octobre, et ensuite celle du tunnel de Saint-Rimay qui aurait permis de s'y réfugier en cas d'attaque aérienne.

© La Charte/FNAM



Fin 1942 et début 1943, le tunnel est fortifié par l'organisation *Todt* avec l'installation de portes blindées, de deux blockhaus¹ à l'entrée Nord, de bunkers à proximité et de plusieurs batteries antiaériennes disséminées dans les alentours, sur les hauteurs de Saint-Rimay.

Pendant quatorze mois, les troupes allemandes occupèrent les lieux et firent édifier différentes installations par de nombreux ouvriers, volontaires, prisonniers de guerre, ou requis, français ou étrangers, sous le contrôle de l'organisation *Todt*.

1. Blockhaus : En français courant, blockhaus est devenu un terme générique comme bunker ou casemate et désigne désormais tout type d'ouvrage militaire bétonné, a priori isolé ou de petite dimension. Les militaires du génie écrivent aussi bloc bétonné.

Les Wolfsschlucht

Le *Wolfsschlucht III* (le ravin du loup) ou W3 représente l'un des vingt quartiers généraux du Führer (*Führerhauptquartiere* ou FHQ), disséminés en Allemagne et en Europe occupée.

Gigantesques, impénétrables, ces bunkers témoignent de l'angoisse malade de Hitler : « Le Loup savait déjà qu'il faut toujours rester aux aguets, qu'on ne peut pas baisser la garde, que les traîtres sont partout », affirme Rosella Postorino, qui reprend les termes du livre *The Mind of Adolf Hitler*, écrit par le psychanalyste Walter C. Langer pour les services secrets américains (*Le Parisien*).

© La Charte/FNAM



Les portes du tunnel.

© La Charte/FNAM



Il existait déjà un :

- *Wolfsschlucht I* situé en Belgique, au Brûly-de-Pesche près de Couvin, d'où Hitler supervisa une partie de la bataille de France en juin 1940. Ce site et son musée peuvent aujourd'hui être visités, ainsi qu'un

- *Wolfsschlucht II*, en France, à Margival, à une dizaine de kilomètres au nord-est de Soissons dans l'Aisne. Hitler s'y rendit une fois en juin 1944, dix jours après le débarquement allié en Normandie. Ce W2 possède également un ensemble de bunkers allemands de la Seconde Guerre mondiale. Après la guerre, le site, qui n'avait pas fait l'objet de destructions, a été utilisé par l'Armée française et l'Otan en tant que centre de commandement puis pour l'entraînement commando des troupes françaises.

Abandonné à partir des années 1990 par la Défense, il a été classé en 2014 à l'inventaire des monuments historiques.

Le Wolfsschlucht III

La position du site du W3 en retrait du mur de l'Atlantique fut choisie dans l'hypothèse où les menaces, pour les Allemands, viendraient de l'Ouest ou de la péninsule ibérique.

L'ensemble se compose de deux importants bunkers, d'une centrale électrique, d'un central téléphonique directement relié à Berlin et de nombreuses constructions : stands de DCA, abris pour munitions à flanc de coteau, puits, citernes et murs pare-éclats abritant des baraques.

© La Charte/FNAM



Le central téléphonique du W3.

Histoire

© La Charte/FNAM



Abri pour dépôt de munitions.

Le chantier commencé en 1942 prit fin en août 1943. Les collines environnantes furent équipées d'observatoires, de blockhaus et de plateformes prévues pour des pièces de DCA.

Toutes ces installations défensives autour du tunnel furent cependant inutiles car le site, peut-être à cause de son armement dissuasif et de son camouflage efficace, n'a jamais subi la moindre attaque aérienne.

Les 110 ouvrages bétonnés se situent sur six communes avec un terrain d'aviation à Villiersfaux proche d'environ 5 kilomètres et une ligne de chemin de fer passant dans le tunnel à proximité immédiate. Un quai spécial fut construit pour pouvoir décharger les matériaux nécessaires, bois et ciment, pour la construction des bâtiments.

© La Charte/FNAM



Mur pare-éclats.

Ce W3 comprend essentiellement deux grands bunkers (environ 30 x 15 m chacun), très bien équipés avec salle de bains, chambre de ventilation, chaufferie..., un central téléphonique de 42 x 13 m également très bien équipé.

Les câbles « longue distance » reliant Berlin au mur de l'Atlantique passaient par ce central.

© La Charte/FNAM



© La Charte/FNAM



La station de pompage, qui alimentait également la centrale à béton, fonctionnait jour et nuit et alimentait en eau courante les bâtiments. Les réserves remplissaient quatre grandes citernes, toujours visibles mais dont l'accès a été condamné suite au vol des couvercles par des ferrailleurs car elles devenaient dangereuses pour le public.

Le Château de Fleurigny a abrité dans ses locaux les officiers allemands et ses caves ont servi de prison. La peinture verte pour le camoufler fut ensuite effacée par les prisonniers de guerre, juste retour à la normale.

© La Charte/FNAM



Le château de Fleurigny

Il y a seulement 10 ans, ce W3 était sinon inconnu du moins abandonné et partiellement oublié. Les propriétaires terriens ne pouvant les entretenir, les bunkers étaient devenus quasiment invisibles à cause de la végétation les entourant.

Vers 2010, un habitant de Vendôme, Jean-Pierre Gort, se lance dans l'accomplissement de son devoir de mémoire à partir de ce site W3 dans lequel, enfant, il a beaucoup joué avec ses camarades.

Une remarquable petite équipe de trois bénévoles se constitue alors rapidement et décide de valoriser ces lieux oubliés. Ils entreprennent, avec l'autorisation des propriétaires des bâtiments, de les faire renaître. Ils ont ainsi débroussaillé les sites, vidé les emplacements de DCA devenus des dépotoirs, nettoyé les bunkers occupés par diverses populations pour amener jeunes et moins jeunes à ne pas oublier ce pan de leur histoire. Le W3 renaissait dans un contexte de paix et de mémoire.



Gare de Montoire en 1940.

Par ailleurs, pour faire oublier l'image d'une gare qui a abrité la fameuse « Poignée de main » en octobre 1940, les bâtiments qui l'encadraient à droite et à gauche ont été abattus.

© La Charte/FNAM



Gare de Montoire en 2019.

Remarquons que Wikipedia, en novembre 2019, détaille les W1 et le W2 mais ne propose pas encore d'article sur le W3.

Jean-Marie Guastavino

Contact : Office du Tourisme, 3 place Clemenceau 41 800 Montoire-sur-le-Loir
Téléphone : 02 54 77 05 07
e-mail : tourisme@ccvlb.fr
<https://www.historius-montoire.fr/les-visites-historius/visite-du-w3/>

Sources : Entretien avec Jean-Pierre Gort (initiateur et guide) et Gérard Le Duc (administrateur FNAM), Historius, W3 Quartier général allemand Saint-Rimay 1942-1943 (Office du tourisme), Wikipédia et différents sites sur la toile.

Remerciements aux propriétaires des ouvrages bétonnés.

Photographies : La Charte, Wikipedia, ufacbagnolet.over-blog.com
<http://ufacbagnolet.over-blog.com/article-24-octobre-1940-la-poignee-de-mains-de-montoire-46480392.html>

Ouverture de routes Servitude et abnégation

20 août 1952, un jour comme tant d'autres à Thu Dau Mot, chef-lieu de province, à 30 kilomètres au nord de Saigon, PC d'un secteur militaire dont le commandement est exercé par le colonel commandant le 5^e Régiment de Cuirassiers. Arrivé en Indochine à la suite du général Leclerc, en février 1946, le régiment assure, entre autres missions, la protection des axes routiers du secteur. Si, sur les 30 kilomètres de Saigon à Thu Dau Mot, la circulation est pratiquement libre dans la journée, grâce à l'implantation à Lai Thieu du 3/43^e RIC, et la présence de deux autres postes tenus par des caodaïstes, il en va tout autrement au-delà de Thu Dau Mot, notamment sur les routes qui rejoignent d'une part au nord-ouest Loch Ninh et le Laos, via Ben Cat et Chon Thanh, d'autre part Ban Me Thuot au nord sur les Hauts Plateaux.

Cette dernière route en particulier traverse, sur une soixantaine de kilomètres, une zone à la dense végétation tropicale. Les difficultés d'accès ont permis aux rebelles de se ménager certains refuges à partir desquels ils montent d'assez fréquentes embuscades et attaques.

Les véhicules civils et militaires ne peuvent circuler que groupés en convois, escortés par des unités du Train. Le convoi passe, en alternance, montant en début de semaine vers Ban Me Thuot pour en redescendre trois jours plus tard.

Pour permettre la sécurité des convois, les diverses unités implantées dans les postes jalonnant le trajet doivent « ouvrir » la route et y mettre en place des éléments de protection.



De chaque poste, partant dès le lever du jour les uns vers les autres, des éléments du 2/3^e RTA et des Commandos, sous la protection des blindés du 5^e Cuirassiers, inspectent très soigneusement la chaussée, les bas-côtés et les abords, à l'œil et au détecteur de mines, la familière et précieuse poêle à frire, afin de déjouer les nombreux et très souvent habiles pièges que le Vietminh utilise pour ses embuscades.

Au fur et à mesure de l'avance des éléments, la protection se déploie ; des camions acheminent tirailleurs et commandos, déposant de place en place un groupe d'une dizaine d'hommes, qui vont stationner de longues heures en bordure de la route.



Un Dodge (WC63) 6x6.

Le chef du groupe veille sur la route elle-même, ses hommes un peu en retrait, à quelques mètres les uns des autres, l'œil et l'oreille aux aguets, épiant bruits et mouvements suspects dans un environnement hostile. Tous les cinq à six cents mètres, en appui et assurant la liaison radio, un blindé stationne, l'arrière souvent enfoncé dans une végétation dans laquelle il faut dégager au coupe-coupe un espace, souvent juste suffisant pour manœuvrer et permettre à l'équipage de se dégourdir les jambes à tour de rôle.

Le dispositif va rester en place pendant de longues heures, la journée entière bien souvent, par un soleil implacable, une chaleur torride ou sous une lourde pluie tropicale.

Ces ouvertures et protections de routes, on ne le rappellera jamais assez, ont été, pour certaines troupes du Corps expéditionnaire, une des tâches les plus obscures, apparemment banalisées par la répétitivité, avec l'immobilité de l'attente, de l'ennui parfois, du danger souvent, une tâche dont l'importance était pourtant vitale puisque le maintien de la vie économique du pays était pour une part importante, conditionnée par les approvisionnements ainsi acheminés de et vers l'intérieur, au prix de rudes fatigues et de dangers très simplement acceptés par nos soldats.

L'exposé qui précède n'a d'autre objet que d'apporter l'éclairage nécessaire pour saisir la valeur à la fois simple et héroïque

du sacrifice consenti ce 20 août 1952 par le maréchal des logis chef Chalthe.

À son arrivée au 5^e Régiment de Cuirassiers, ce sous-officier avait été affecté au Commando 24, commandé par le lieutenant Leroux, qui en avait fait une des meilleures unités de supplétifs du secteur. Ce jour de convoi montant, Nicolas Chalthe avait pour mission d'assurer avec une trentaine de Cambodgiens, de part et d'autre du lieu-dit « Les Trois Pistes », entre les postes de Chan Lu et Maison Rouge, la protection d'un tronçon de la route dont le franchissement était rendu particulièrement dangereux par la proximité de l'un des refuges rebelles.

Le GMC transportant le commando 24 avait quitté Thu Dau Mot tôt le matin, immédiatement derrière les blindés chargés d'ouverture. Suivait un Dodge 6x6 du 5^e Cuir qui devait effectuer une liaison avec le peloton du régiment basé à la plantation de Thuan Loi, à 50 km au nord pour, sitôt le convoi passé, rentrer à Thu Dau Mot avec les troupes qui, en se retirant, fermeraient la route jusqu'au convoi suivant. Chargée d'une mission dans un poste voisin de Thuan Loi, l'assistante sociale du secteur avait profité de cette liaison pour faire l'aller et retour dans la journée.

Au poste de Chan Lu, on informa les deux chefs de voiture que l'ouverture était faite jusqu'aux « Trois Pistes ». Le MDLC Chalthe arrêta deux fois le GMC, le Dodge toujours derrière, pour mettre en place ses deux premiers groupes.

Aux « Trois Pistes » stationnaient plusieurs blindés en liaison radio constante avec les éléments d'ouverture. Après une halte d'une dizaine de minutes, arriva le message « Jonction faite avec les éléments venant du nord (poste de Maison Rouge) ».

Le feu vert ainsi donné, il restait au GMC à déposer le dernier groupe du Commando,

Histoire

et pour ces quelques dizaines de mètres, le MDLC Chalte resta sur le marche-pied du véhicule.

Le Dodge prit également la route. À très courte distance du carrefour, la route faisait une courbe juste assez serrée pour que le 6x6 ait perdu de vue le GMC, lorsque se produisit l'explosion caractéristique d'une mine, avec un déclenchement instantané de tirs. Dans le 6x6 aussitôt stoppé, le PM du chef de voiture, le fusil du chauffeur et sa grenade semblaient dérisoires.

Les blindés arrivèrent très rapidement sur les lieux, l'un restant en protection du Dodge et les deux autres fonçant juste à temps pour stopper l'assaut des soldats du Vietminh vers le GMC. Les quelques hommes indemnes avaient eu le réflexe instantané de tirer pour leur défense et celle de leurs camarades blessés restés dans le véhicule.

La mine avait explosé sous la roue avant gauche du camion à l'instant précis où il avait serré à droite pour déposer les hommes, arrachant le marche-pied. Le MDLC Chalte avait été projeté à deux mètres, retombé face au sol, sa chemise arrachée par le souffle de l'explosion, sans blessure grave apparente.

Pendant que les blindés poursuivaient leurs tirs pour assurer l'éloignement des soldats du Vietminh, on évacua les blessés vers l'antenne chirurgicale de Thu Dau Lot, puis l'hôpital 415 à Saigon.

Le 6x6 du 1^{er} escadron poursuivit sa route, rentrant le soir même à Thu Dau Hot. Le convoi était passé, le nouveau trou de la route serait vite comblé par les cantonnières « aux petits paniers »... Et la route de Ban Me Thuot serait à nouveau ouverte et le convoi descendrait quelques jours plus tard.

Nicolas Chalte avait simplement donné sa vie, payant à son tour son tribut à la mission alors assignée à l'armée. Il fut enterré le lendemain matin à Thu Dau Mot, d'où il fut transféré au cimetière de Massiges (Tan Son Nhut) à Saigon lors du départ des Français.

Il a été l'un des 25 520 militaires dont les corps ont été rapatriés à partir d'octobre 1986.

La France leur a rendu l'hommage qui leur était dû. Les premiers d'entre eux ont été, au nom de tous les autres, dignement accueillis et salués le vendredi 10 octobre 1986 par le chef du Gouvernement à l'aéroport Roissy - Charles de Gaulle, et les honneurs militaires leur furent rendus dans la cour d'honneur des Invalides en présence du président de la République.

Ainsi que l'exprima alors un ancien responsable du cabinet du Haut-Commissaire de France en Indochine :

« Ils étaient ces soldats oubliés d'une guerre mal aimée, menée à la petite semaine sans les moyens de la gagner.

Ils ont donné leur vie à une cause dont eux-mêmes ne mesuraient pas toujours l'enjeu ; mais on leur avait dit : " Va " et ils sont allés à leur destin obscur et funèbre, sur une terre où flottait encore le drapeau français, ce drapeau enveloppant leur dépouille mortelle revenue parmi nous. »

La nécropole militaire de Fréjus, érigée en leur honneur, abrite désormais les restes de ces héros malgré eux, et leurs noms sont gravés sur le mur du souvenir. Le maréchal des logis chef Nicolas Chalte¹ repose à la Nécropole de Fréjus. ■

Noëlle Pannard



1. Le nom du maréchal des logis chef Nicolas Chalte est orthographié Schalte à la nécropole. Il est situé au module S 18, coordonnée A 10.

La SAS El Biod

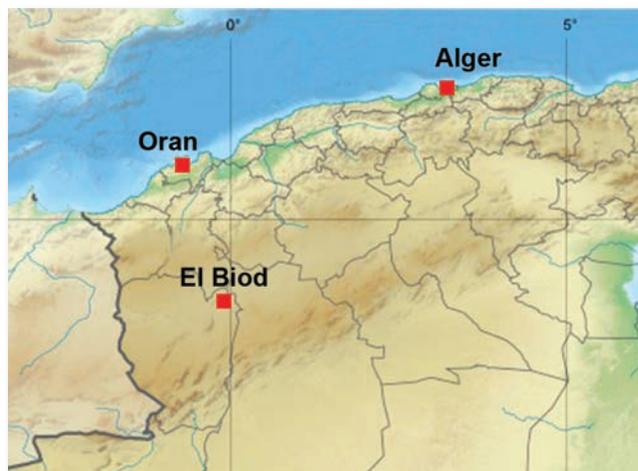
En 1958, mon mari Antoine Béraud était sous-lieutenant au 1^{er} Régiment de Spahis Marocains et avait choisi de rejoindre les SAS.

Il créa, en novembre 1958, la SAS d'El Biod dans le sud Oranais. Il fut chargé du regroupement des nomades de la région : plus de 1 200 familles, autant de *khaimas* appartenant à trois tribus différentes : les Ouleds Srous, les Raïzaïnas et les Cheragas.

Au total 10 000 personnes, un point d'eau important et une petite gare désaffectée dans laquelle s'était installée une section d'un Régiment d'Infanterie de Marine (la Coloniale).

Dans le domaine administratif, il organisa la mise en place et la tenue à jour d'un état-civil, qui n'avait jamais existé, sinon dans les tablettes des Cadis.

Également, il initia un recensement du cheptel (moutons, chèvres et dromadaires) afin d'établir la liste des propriétaires imposables, mais surtout pour délivrer à bon escient des autorisations de pâturages aux bergers, qui gardaient les troupeaux dans les zones sous contrôle.



Il créa une station de pompage avec l'aide du service hydraulique de Sidi-Bel-Abbès. Il assura aussi un marché hebdomadaire et assura sa surveillance.

Quand en 1960, la commune d'El Biod fut créée, il lui fallut organiser des élections, établir les budgets de fonctionnement et recruter le personnel. Deux mois après cette mise en place, tous les conseillers municipaux avaient disparu, enlevés, assassinés ou partis volontairement. Mon mari fut alors désigné maire par délégation. Il y est resté deux ans, ce qui lui a permis de célébrer plus de cinquante mariages en référence au code civil de la Nation.

Un autre souvenir, qui reste pour lui inoubliable, fut l'organisation et l'accompagnement à deux reprises d'une caravane de dromadaires, chevaux et ânes, soit au total plus de 180 bêtes de somme, dans le but de récupérer les céréales stockées dans les *matmoras* (sorte de silo) en plein coeur des zones interdites, à plus de 40 kilomètres du regroupement, abandonnées sur place dans la précipitation du déménagement. Ce ne

© Jacqueline Béraud



Un mariage à El Biod

Histoire



La route nationale d'El Biod vers Mecheria.

fut pas chose facile d'obtenir l'accord des autorités militaires car beaucoup de risques furent pris à cette occasion.

Dans le domaine de la santé, après avoir construit et aménagé sommairement un local baptisé « dispensaire », il lui a fallu programmer les soins, obtenir de l'autorité militaire la mise à disposition d'un médecin qui consultait tous les matins et d'un infirmier appelé du contingent, auquel se joignit très vite une infirmière, aide-soignante, secouriste de la Croix-Rouge qu'il fit venir de métropole et qui accomplit pendant plus de trois ans un travail remarquable. Toutes les consultations, les soins et les médicaments étaient gratuits. Chaque jour, une vingtaine de malades se pressaient devant le dispensaire. Belle réussite malgré les ordres de boycott qui se manifestaient par intermittence.

Dans le domaine de la lutte contre l'analphabétisme, l'armée laissa à sa disposition dans les deux premières années, cinq voire six instituteurs, appelés du contingent, qui, le jour, faisaient la classe sous la gaitoune, leurs élèves assis par terre, l'ardoise sur leurs genoux, et qui, la nuit, assuraient la protection rapprochée de la SAS. Ils faisaient office de caporaux et relevaient les sentinelles, ce qui était pour nous un gage supplémentaire de sécurité.

Pour assurer l'approvisionnement de ces classes, je me souviens qu'il fallait parcourir 120 kilomètres à l'aller autant au retour pour se rendre à Saïda et acheter petit matériel et fournitures diverses.

Dans un second temps, quand furent construits les deux groupes scolaires en dur, comprenant chacun un logement pour un couple et trois classes aménagées, des instituteurs, relevant directement de l'Éducation nationale, y furent nommés. En 1962 à son départ, quatre classes étaient ouvertes avec quatre instituteurs professionnels et plus de cent élèves régulièrement scolarisés. C'était peu pour 10 000 âmes et cependant beaucoup, compte tenu du lieu et des circonstances. Là également, quelques boycotts passagers qui ne duraient jamais bien longtemps.

Bientôt à El Biod, la SAS se trouva totalement isolée, les militaires de la Coloniale nous avaient quittés pour renforcer les troupes qui se battaient en ville, car les lieux de combat s'étaient déplacés. C'était dans les villes et non plus dans le djebels que s'affrontaient l'armée, l'OAS, les barbouzes « genre de milices pro-gouvernementales » et les fellaghas.

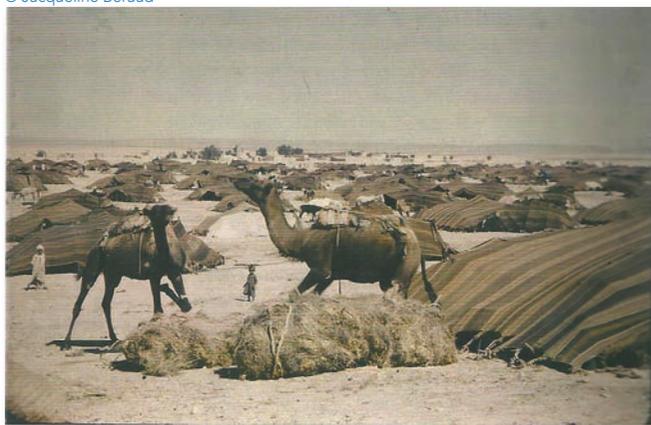
Des ordres contradictoires commencèrent à parvenir de partout, même des notes de l'état-major frappées du sceau de l'OAS demandant de tout détruire, tout brûler avant de partir, alors que d'autres, au contraire, directement envoyées par le Gouvernement Général, expliquaient que toutes les mesures préventives avaient été prises, que toutes les garanties étaient données par les Accords d'Évian et qu'allait débiter le lendemain

© Jacqueline Béraud



Le regroupement de tentes vu d'en haut.

© Jacqueline Béraud



Le regroupement des tentes, vu d'en bas.

une coopération nouvelle et durable avec l'Algérie. Bref, qu'il fallait avoir confiance alors que l'on se rendait compte que ces accords étaient complètement bidons. Ils ne furent d'ailleurs jamais respectés. C'était la grande pagaille !

Un jour, mon mari a même reçu l'ordre de désarmer ses moghaznis. Tout danger soi-disant écarté, la garde de nuit devait être assurée par des sentinelles armées de... sifflets ! La Légion étrangère refusa de nous désarmer, et mon mari remit lui-même, juste avant son départ, les armes au service du matériel.

À la mi-juin 1962, il décida en toute hâte de me ramener en métropole avec notre fils car l'environnement devenait trop dangereux. Le commandant d'un *Breguet Deux Ponts*, énorme avion de transport réservé aux parachutages, en partance de Méchéria pour Oran, accepta au tout dernier moment – bien que cela lui fut interdit – de nous ramener dans cette ville.

Dès le lendemain, un avion d'Air France nous déposait à Marseille. Cela aurait pu être Bordeaux ou Strasbourg, c'était le seul avion à décoller ce jour-là vers la métropole. À l'aéroport d'Oran, l'exode des Pieds-Noirs était déjà bien amorcé. Des centaines, des

milliers de femmes, d'enfants, de pauvres gens attendaient sous le soleil, dans la chaleur, depuis des jours voire des semaines, un hypothétique avion qui ne venait jamais. C'était le Kosovo avant l'heure.

Il faut l'avoir vu pour le croire, quelles détresses, quelles misères, le dénuement le plus total, rien n'avait été prévu pour faciliter leur rapatriement, même au contraire, alors que pour un certain nombre d'entre eux, c'était la valise ou le cercueil !

Après nous avoir déposés dans la famille, mon mari retourna aussitôt à Oran puis à Saïda. Il ne put aller plus loin. Sur place, tout était désorganisé, les bureaux des Affaires algériennes de Saïda étaient vides, ils avaient été pillés et le personnel s'était enfui. Il y perdit ses deux cantines remplies d'affaires personnelles. Quelques véhicules militaires circulaient encore mais devaient, comme tous les autres, obtempérer aux contrôles routiers mis en place par nos ennemis de la veille. Quelle humiliation !

Il réussit à remonter sur Oran. Le port de la ville brûlait. Il a brûlé des jours et des nuits avec des flammes de cinquante mètres de hauteur, répandant une odeur âcre dans toute la ville. L'OAS vraisemblablement y avait mis le feu.

Ça mitraillait de partout ! L'OAS abattait systématiquement tout indigène qui s'aventurerait dans son périmètre et les Algériens en faisaient tout autant pour les Européens qui pénétraient dans leurs quartiers retranchés. Les CRS tiraient sur l'OAS, l'OAS sur l'armée, l'armée sur les fellaghas, partout des coups de feu, des cris et des poursuites dans les rues.

Il réussit malgré cela à prendre le train pour Alger le 2 juillet 1962, la veille de la Proclamation de l'Indépendance ! Il y resta bloqué huit jours dans un petit hôtel de Bab-el-Oued sans pouvoir en sortir, partout des cris, des explosions, des défilés, des coups

Histoire

© Jacqueline Béraud



Dans l'attente d'être reçus pour régler les « chicayas ».

de feu en l'air et les you-yous des femmes. Pendant ce temps-là, dans l'ombre, combien de règlements de compte, de tueries, de massacres et de tortures inimaginables ? L'armée française restait consignée dans ses casernes.

Tout cela alors que quatre ans plus tôt, presque jour pour jour, il avait connu une véritable allégresse, celle de l'espérance, d'une paix prochaine qui malheureusement fut vite déçue.

Sur les quatre années passées par mon époux à la création et à la direction de la SAS, je n'ai passé que deux ans. Nous nous sommes mariés en septembre 1960 et je n'ai pu le rejoindre qu'en novembre ayant à terminer mes examens à la faculté de pharmacie de Paris, examens appelés alors définitifs.

Je me souviens de mon étonnement après avoir passé Saïda venant d'Oran. Une route goudronnée entourée de sable, de sable interminable avec le djebel Antar, puis le chott El Chergui et toujours du sable et rien d'autre. Puis, enfin... El Biod.

Notre habitation était précaire, une chambre, une salle d'eau et une cuisine, cela situé près du bureau de mon époux, tout cela

était appelé en terme militaire baraque Fillod.

L'été la température variait de 42 à 44 degrés à l'intérieur. Nous dormions avec un PM chainé à notre lit.

Notre premier fils, Stéphane, étant attendu pour octobre, je suis rentrée fin juin en France, puis je suis revenue à El Biod en novembre 1961.

Je me rendais de temps en temps au dispensaire et cela créa un lien amical avec notre infirmière Mado. Celle-ci avait des relations amicales dans le douar et m'emmenait prendre le thé à la menthe.

Quelle ne fut pas ma surprise la première fois de trouver un grand poil de chameau dans mon breuvage ! En effet, l'eau était conservée dans une outre en peau de chameau.

Deux petites filles du douar venaient me voir, je leur ai appris à se laver les mains. Malheureusement, à leur contact j'ai attrapé des poux. Grâce à l'aide de Mado et du DDT de l'époque je m'en suis débarrassée. J'allais aussi au groupe scolaire où je retrouvais mes deux petites filles du douar.

Dans cette période mouvementée je tiens à rendre hommage à la Légion étrangère qui venait deux nuits par semaine (sans savoir les jours) avec deux EBR pour nous protéger des fellagas.

Le drame de mon époux était que sur la cinquantaine de moghaznis et de collaborateurs indigènes de la SAS, seule une dizaine a réussi à rejoindre la France grâce à la Légion étrangère. ■

Jacqueline Béraud

Porter l'uniforme : qui et quand ?

L'arrêté du 14 décembre 2007, version consolidée au 29 janvier 2018, relatif au port de l'uniforme militaire par les réservistes de la réserve militaire, les anciens réservistes admis à l'honorariat de leur grade et les anciens militaires n'appartenant à aucune de ces deux catégories précise :

Le port d'un uniforme est autorisé :

A. Qui ?

I. Aux réservistes :

- a. Aux militaires de la réserve opérationnelle qui ont souscrit un engagement ;
- b. Aux anciens militaires soumis à l'obligation de disponibilité ;
- c. Aux réservistes de la réserve citoyenne ;
- d. Aux anciens réservistes admis à l'honorariat de leur grade.

II. Aux anciens militaires :

Le port de l'uniforme militaire par les anciens militaires est autorisé :

- a. En métropole, dans les départements d'outre-mer et dans les collectivités d'outre-mer, à statut spécial, et en Nouvelle-Calédonie, dans les mêmes circonstances et selon des modalités identiques à celles mentionnées plus haut ;
- b. Le port de l'uniforme militaire à l'étranger fait l'objet d'une autorisation préalable du ministre de la Défense.

B. Quand ?

- I. Sur convocation de l'autorité militaire ;

II. En cas de manifestation publique officielle, militaire ou civile sur autorisation préalable de l'autorité suivante :

- Le commandant de la zone terre ou le commandant d'arrondissement maritime ;
- Le commandant de la base aérienne de rattachement ;
- Le commandant de la région de Gendarmerie ;
- Le directeur central du service du commissariat des armées, du service de santé des armées, du service des essences des armées ou du service d'infrastructure de la défense ;
- Ou le commandant supérieur outre-mer.

III. Cette autorisation peut être accordée pour plusieurs manifestations de même nature, pour une durée au maximum d'une année.

C. Il est interdit

- I. À la personne radiée de la réserve par mesure disciplinaire ;
- II. À l'occasion de toute activité ou manifestation à caractère syndical ou politique.

Le texte complet est disponible sur le site internet Legifrance :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000017747167&dateTexte=20180129>

Le Centre d'éducation Bayard à Audinac-les-Bains

« Se vaincre pour mieux servir », telle était la devise des cadets du Centre d'éducation Bayard à Audinac-les-Bains (Ariège).

Créé en 1941, le Centre d'éducation Bayard a ouvert ses portes en octobre 1941 pour la rentrée scolaire. À l'origine, ce fut un petit groupe « d'enfants de troupe » qui découvrit ce site. Ils étaient venus des différentes écoles militaires préparatoires qui existaient en métropole et qui, pour la plupart, avaient été déménagées vers le Sud de la France suite à l'Occupation. Ces jeunes de moins de 18 ans étaient considérés comme n'ayant pas le niveau pour effectuer des études supérieures. Ils étaient regroupés à Audinac-les-Bains (près de Saint-Girons, Ariège) pour y recevoir une formation physique et morale les préparant à s'engager dans les régiments de l'armée d'Armistice, le jour de leurs 18 ans.



Cet aguerissement passait aussi par des stages de montagne. Après un hiver à Payolle près de Sainte-Marie-de-Campan, le centre montagne fut rapproché d'Audinac et installé à Trein d'Ustou du côté d'Aulus. En octobre 1942, le Centre fut agrandi et ouvert aux jeunes civils pour satisfaire le

recrutement et leur donner une échappatoire au Service du Travail Obligatoire (STO). Mais l'effectif excédait les capacités d'hébergement et donc certains cadets ont été envoyés à Trein d'Ustou au centre de montagne.

Là, un moniteur de ski et montagne, Gaston Salsenac, ancien des troupes alpines, leur enseignait le ski et les techniques de vie en montagne. Comme par hasard, il les guidait sur des randonnées qui menaient par différents itinéraires jusqu'à la frontière espagnole.

En novembre 1942, quand les Allemands envahirent la zone libre, il y avait environ 70 cadets à Trein d'Ustou avec leur encadrement.





Le PC du Centre en 1942.

Le 29 novembre, un groupe de trois cadets est porté absent à l'appel. Ils sont partis pour l'Espagne. Le lendemain, c'est un groupe de 11 qui prend le même chemin. Enfin le 1^{er} décembre, ils sont 24 à se lancer dans l'aventure. Ils connaissent le chemin mais, par contre, leurs équipements sont loin d'être adaptés et les vivres sont plus que maigres. Un jeune du village du même âge qu'eux est parti avec le dernier groupe.

Comme le racontent certains témoignages¹, arrivés à la frontière et avant de descendre vers l'Espagne, ils se sont tournés vers leur pays et ont chanté la *Marseillaise*.

Conformément à ce que raconte magistralement J.-C. B. Montagné dans le numéro de novembre décembre 2014 de *La Charte*, ils sont accueillis aimablement à Tabescan, le premier village espagnol sur leur chemin. De là, ils sont emmenés à Sort. La prison n'étant pas assez grande, une partie d'entre eux est hébergée aux bons soins des habitants. Le lendemain, c'est en camion qu'ils rejoignent le Seminario Viejo, la prison de Lerida.

Certains y resteront trois mois. D'autres seront transférés au bout de quelques semaines au « célèbre » camp de Miranda del

Ebro. Compte tenu de leur jeune âge (et des accords secrets prisonniers contre matières premières), ils seront libérés et confiés à la Croix-Rouge. Après leur retour à la civilisation à Madrid, ils seront acheminés vers le Maroc. La plupart s'engagèrent dans l'armée de terre ou dans l'aviation. Beaucoup ont fait une carrière militaire bien remplie : bataille de France, Indochine et Algérie.

Deux d'entre eux (Pierre Rieu et Jean Legoff), du groupe des 24, s'étaient quittés en janvier 1943, prisonniers à Lerida.



Vue de l'ancien centre d'éducation Bayard en 2010. Bâtiment abandonné.

Ils se sont retrouvés en novembre 2014 à Toulouse après 72 ans sur des routes différentes, l'un aviateur et l'autre « terrien », mais tous deux passés par l'Indochine et l'Algérie.

Le Centre d'éducation Bayard à Audinac-les-Bains a été une pépinière de héros inconnus parce que discrets. Ils ont aujourd'hui 90 ans et plus. Pour réaliser ce qu'ils ont fait, ils ont su « se vaincre pour servir ».

En 2006, une stèle à la mémoire des cadets morts pour libérer la France a été érigée sur le site du Centre Bayard. ■

Robert Travailot

1. Histoire du Centre d'éducation Bayard à Audinac-les-Bains. Ouvrage accessible par Lulu.com

Les Cosaques

À l'instar des Français qui trouvèrent à leur arrivée en Afrique du Nord les spahis, cavaliers d'origine ottomane au service du dey d'Alger, et s'en inspirèrent ensuite pour créer des régiments spahis réguliers dans l'armée française, les cosaques, bien que phénomène autonome propre à la civilisation russe, sont eux aussi d'inspiration orientale, plus précisément des régions turkmènes et tatares conquises par les Russes dès le XV^e siècle.

« Kosak » est un mot tatar signifiant « homme courageux », et désignant une catégorie inférieure de l'armée, légèrement équipée.

Mais avec le temps, la cosaquerie est devenue bien autre chose qu'un outil militaire ayant pour raison d'être la défense des frontières, elle s'est rapidement imposée comme phénomène politique et social.

Les premiers cosaques étaient des réfugiés de toutes sortes qui, pour échapper aux impôts ou trouver une vie meilleure, fuyaient vers les frontières où ils trouvaient de grands espaces et des terres fertiles. Ces régions incertaines, soumises au danger des incursions tatares, ottomanes, bachkirs, kalmouks, hounghoutzes et autres, imposèrent à ces nouvelles communautés une vie spéciale et militairement organisée.

Dès le début du XVIII^e siècle, les régions cosaques de Russie sont constituées de *stanitsa*, communautés basées sur un principe d'égalité, de liberté et de démocratie, commandées chacune par un *ataman*¹ et réparties sur toutes les frontières méridionales du pays, du Caucase à la Chine.

En échange de leur liberté et de terres, les hommes sont astreints à la disponibilité militaire permanente, assortie d'une période d'active de quatre ans. Progressivement l'état centralisateur tsariste organise et structure la particularité polémologique² de ces communautés ; comme cela s'est passé pour les spahis, des régiments réguliers sont mis sur pied.

Les cosaques d'Orenbourg deviennent une des 12 *voïska* (troupes, armées) historiques cosaques de Russie; ils sont répartis sur quatre régions du sud de l'Oural avec pour villes principales Orenbourg, Ekaterinbourg, Tcheliabinsk et Kourgan.

Au déclenchement du premier conflit mondial du XX^e siècle, les cosaques d'Orenbourg fournissent à l'armée russe 18 régiments de cavalerie, neuf batteries d'artillerie, un bataillon de cavalerie incorporé à l'armée de la garde impériale, une *sotnia*³ (centaine de cavaliers) détachée au régiment spécial de la garde impériale, sept *sotnias* de réserve et 39 *sotnias* détachées auprès de différentes unités.

Les cosaques d'Orenbourg portent traditionnellement un uniforme de drap vert foncé à bandeau bleu roi sur pantalon, pattes d'épaules et casquette.

Lors de la guerre civile russe, la majorité des cosaques d'Orenbourg s'engage du côté



© George Dolgopsky

1. Ataman : titre de chef remplissant des fonctions politiques et militaires chez les Cosaques.

2. Polémologique : De polémologie (littéralement « science de la guerre », du grec ancien *polemos*, « guerre », et *logos*, « étude ») est une branche de la théorie des relations internationales mettant l'accent sur la compréhension des conflits, de leur origine et de leur fonctionnement.

3. Une *sotnia* est une unité militaire cosaque représentant un escadron composé d'une centaine (*sotnia*) d'hommes. Au début du XX^e siècle une *sotnia* comptait généralement 120 hommes en temps de paix, 135 en temps de guerre.



Lors de la signature de l'accord de coopération entre le musée des spahis de Senlis et le musée du corps des cadets cosaques situé à Ekaterinbourg (rattaché à la troupe cosaque d'Orenbourg) en 2018 à Senlis. Le colonel (ER) Jacques Gagniard entouré des officiers cosaques.

des armées blanches de l'amiral Alexandre Koltchak sous les ordres de l'ataman Doutov. La voïska cosaque d'Orenbourg cesse d'exister en 1920 ; toutes les communautés cosaques de Russie sont persécutées par le nouveau pouvoir bolchevique et rayées de la carte.

À la chute de l'Union Soviétique, les cosaques renaissent de leurs cendres, la voïska d'Orenbourg comme onze autres du pays est officiellement recréée, mais sous une forme nouvelle. Elle n'a plus de vocation militaire combattante proprement dite mais reste organisée militairement et porte l'uniforme.

Ses personnels ont un statut proche de nos réservistes citoyens, ils s'engagent, signent un contrat et sont mis, par l'état-major de la troupe, à la disposition des autorités civiles et religieuses régionales pour des missions de soutien d'opérations de milice, de patrouilles écologiques, la sécurité des événements populaires, des cérémonies commémoratives ou religieuses, l'éducation de la jeunesse cosaque, le maintien des traditions, l'apprentissage de la vie militaire

en relation avec les régiments stationnés dans la région en prévision du service national.

Aujourd'hui, la troupe cosaque d'Orenbourg est commandée par le général Vladimir Romanov. L'État-major se trouve à Ekaterinbourg.

L'analogie évidente entre escadrons cosaques et spahis frappa les officiers de cavalerie français des XIX^e et XX^e siècles. Un rapprochement de nos musées respectifs, celui de Senlis pour les spahis, celui d'Ekaterinbourg pour les cosaques, s'imposa donc naturellement à l'aube du XXI^e siècle.

Cosaques et spahis n'eurent qu'une occasion de s'affronter sur les champs de bataille, ce fut sur les terres russes de Crimée lors de la guerre du même nom. Les spahis d'Orient, dont l'aventure fut éphémère, ne s'y montrèrent malheureusement pas à leur avantage. Cela fera l'objet d'un article dans *Spahiscope*. ■

Lieutenant (R) Pascal Gérard



Vous recevez La Charte ? Vous êtes donc adhérent de la Fédération !

Jusqu'au 31 mars 2020, profitez de
la promotion Hiver sur la pension
complète !

Tél. : 02 48 52 64 00

Individuel
53 €

Couple
88 €

**VEUVE
ONAC**
47 €
Toute l'année



Les animations de fin d'année

Le loto



Grande-Garenne

La soirée berrichonne



Le karaoké



La soirée théâtre



Les fêtes de Noël et Jour de l'An

Noël à la RAM

© La Chartre/FNAM



© La Chartre/FNAM



© La Chartre/FNAM

© La Chartre/FNAM

© La Chartre/FNAM



© La Chartre/FNAM



© La Chartre/FNAM

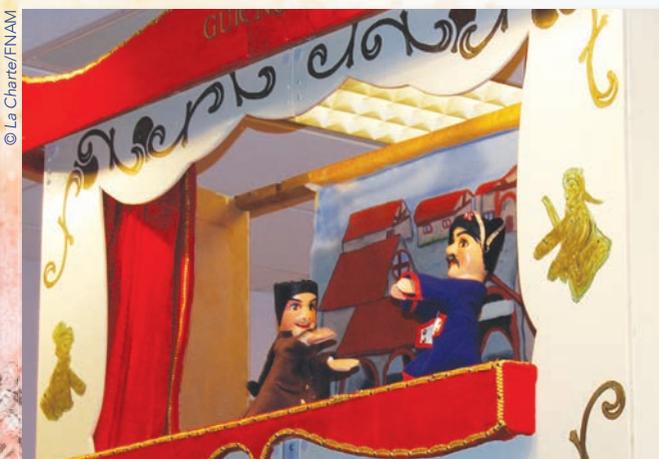


© La Chartre/FNAM



© La Chartre/FNAM

Grande-Garenne





Grande-Garenne



Grande-Garenne

Vous qui venez à la Grande-Garenne

Le Site de la Maison de l'Eau à Neuvy-sur-Barangeon vous propose de découvrir ses espaces naturels et culturels. Une expérience unique en Sologne, à partager sans modération en famille ou entre amis.

Visitez le Moulin de la Biodiversité : ancien moulin à eau du XV^e siècle et ses trois grandes thématiques :

- L'ancien moulin à eau du village : son histoire et son fonctionnement.
- Les tourbières, pour plonger dans les plus profonds secrets de ce monde insoupçonné où se sont adaptées des plantes carnivores !
- Les rivières et étangs de Sologne, en se laissant porter par le courant à la rencontre de l'eau et de ses habitants.

Depuis 2017, tous les aménagements ont été pensés pour accueillir le public en situation de handicap.

À découvrir également la boutique avec des produits de qualité : objets pour les curieux, amateurs et passionnés de nature, des jeux pour tout âge, carteries, papeterie,... et un centre de documentation.

Tarifs visite libre (livret de visite inclus) :

Adulte : 6 €*

Enfant : 3,50 €*

Gratuité : - de 6 ans

© Maison de l'Eau



Spécial Groupe adultes (minimum 10 personnes) :

Visite guidée Moulin de la Biodiversité : 8,50 € / personne* - Offert avec la visite guidée, l'animation bar à eaux !

Visite libre Moulin de la Biodiversité : 5 € par personne*

Visite guidée de la Tourbière de la Guette : 4 € / personne

Visite guidée de village : 4 € / personne

***Les résidents au domaine de la Grande-Garenne bénéficient de tarifs réduits pour les visites au Moulin de la Biodiversité. Se renseigner à l'accueil.**

Horaires d'ouverture :

Février à juin et septembre à décembre : de 10h à 12h30 et de 13h30 à 17h30 (sauf lundi)
Juillet et août : de 10h à 18h - tous les jours
Dernière admission 30 minutes avant la fermeture.

Le Site de la Maison de l'Eau
Route de Bourges - Le Moulin Gentil
18330 Neuvy-sur-Barangeon
Tél : 02.48.51.66.65 - Fax : 02.48.51.69.89
www.lamaisondeleau.org

GR 16

UNION DES ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES DE LA PORTE DES MAURES

Président : M. François Salaün
Adresse : Maison des associations patriotiques – Quai Gabriel Péri
83980 Le Lavandou



Le 15 août, au Lavandou, on commémore la libération de la ville en 1944 par les Commandos d'Afrique.

Cette année, l'émotion a été vive devant le monument aux Morts, lorsque Curtis, l'arrière-petit-fils de notre vice-président, Pierre Velsch, un des derniers Commandos ayant débarqué le 14 août encore parmi nous, l'a interpellé devant une foule recueillie en lui récitant le poème : « Dis-moi pourquoi Papy... ».

La veille, avant l'hommage national à la Nécropole du Rayol-Canadel, la municipa-

lité du Lavandou avait procédé à l'inauguration d'une stèle à La Fossette rappelant l'exploit des Commandos au Cap Nègre et celle d'une salle d'honneur des Commandos d'Afrique à la Maison des associations patriotiques rénovée à cette occasion.

Ce même jour, lors de leur assemblée générale, présidée par Charles Leca, les Commandos ont décidé de modifier les statuts de leur amicale pour resserrer les liens avec les ACVG et pérenniser leur association.

En effet, sur la dizaine d'anciens des Commandos d'Afrique encore de ce monde, seuls trois d'entre eux ont pu être présents en raison de leur grand âge : Charles Leca, Robert Chiazzo et Pierre Velsch.

François Salaün

GR 56

SECTION FÉDÉRALE ANDRÉ-MAGINOT DU NORD

Président : M. Jacques Filleben
Adresse : 4 allée Van-Eyck
59270 Bailleul



Les 3/4/5 avril 2019, 60 membres des ADCPG / CATM de Mons-en-Barœul, Hauts-de-France, adhérents de la FNAM, se sont retrouvés à La Grande Garenne pour un 5^e séjour inoubliable, emmenés par leur responsable animation et relationnel.

C'est un véritable plaisir, dans une ambiance de camaraderie, de pouvoir bénéficier de cet établissement magnifique dans une région agréable, et de pouvoir profiter d'un accueil chaleureux et sympathique.

Chaque année nous découvrons un nouveau site et l'office de tourisme de Vierzon y est pour beaucoup, grâce à sa responsable Aurélie.

Il est heureux que le domaine de la Grande-Garenne continue à exister tel qu'il est aujourd'hui, car il nous amène, à nous les anciens combattants, un véritable retour en arrière, avec son musée qui nous touche de près, les noms de ses bâtiments qui nous interpellent, son avion, son tank, sa calèche et son décor de paix.

Ce lieu fait partie intégrante de « Souvenir et Mémoire ».

Jean Noreve

Groupements

GR 65

LES ANCIENS D'ÉCORCHEBŒUF

Présidente : Mme Muguette Larson

Adresse : Mairie

76890 Biville-la-Baignarde

Le Gr 65 reste présent aux cérémonies patriotiques en Terroir de Caux et hors départements depuis la disparition de son président fondateur.

Le 9 juin 2019, il a participé à la « journée Souvenir » des violents combats de Biville-La-Baignarde (76) où près de 40 chasseurs alpins sont tombés après avoir lutté avec l'énergie du désespoir face à la déferlante ennemie puissamment armée. 40 emblèmes se sont inclinés face au monument aux Morts, entourés des personnalités civiles et militaires. Le nouveau drapeau y a été présenté suivi d'une émouvante bénédiction.



À l'assemblée générale à Saint-Marguerite-sur-Mer du 29 juin 2019, Jean Larson a été nommé président honoraire à titre posthume. Une minute de silence a été respectée.

Colette Maquin a commenté l'exercice financier. Quitus lui fut donné. Il a été procédé aux élections du tiers sortant. Sont élus : Muguette Larson présidente, Maurice Gouel vice-président, Anita Michaud secrétaire, Marie-Hélène Caron trésorière, Corinne Mercier trésorière adjointe et Éric Michonneau porte-drapeau.

Nos vifs remerciements vont à la FNAM, la Communauté de Communes et la Commune de Biville-la-Baignarde, lieu du siège social, pour le soutien exceptionnel apporté.

Muguette Larson
Présidente

GR 92

SECTION FÉDÉRALE
MEUSIENNE ANDRÉ- MAGINOT
MUTILÉS, VICTIMES DE GUERRE
ET ANCIENS COMBATTANTS

Présidente : Mme Janine Schwindt

Adresse : 33 rue des Tisserands

55300 Saint-Mihiel

Maucourt-sur-Orne

Un hommage à Driant et à ses chasseurs

Un hommage a été rendu au colonel Driant et à ses chasseurs lors de la cérémonie annuelle au mémorial André-Maginot en présence de 25 porte-drapeaux, de l'harmonie Stainoise, de présidents d'associations patriotiques, d'élus et d'un public nombreux. Élie Prost, élève en deuxième année de Polytechnique, a lu deux textes en leur mémoire. Le premier est un poignant récit d'un carnet de route du chasseur, le caporal Paul Hutin, consacré au courage et à l'anéantissement



en quelques jours des deux bataillons d'Émile Driant et de sa disparition en février 1916. Après la guerre, Paul Hutin est devenu député. Parti en Bretagne, il créa le journal *Ouest France*. Le deuxième récit

portait sur l'hommage d'André Maginot à son ami Driant lors de l'inauguration de la stèle au bois des Caures le 21 octobre 1922. « Il était là, dit-il, dans son élément, c'était un chef, j'ai compris alors la force de rayonnement de cet homme. Il commandait par l'exemple, et s'il était aimé du soldat, celui-ci savait que ce qui le touchait ne laissait pas leur colonel indifférent ». Ces deux textes ont été précédés par la ravivage de la Flamme et le dépôt de gerbes par le maire, Alain Lietz, et Janine Schwindt, présidente du Gr 92.

GR 114

ASSOCIATION NATIONALE
DES PUPILLES DE LA NATION
ET ORPHELINS DE GUERRE
OU DU DEVOIR

Président : M. André Lecoq
Adresse : Courménil
63310 Gouferne-en-Auge



Notre assemblée générale s'est déroulée le 16 mai 2019 à Boulogne-Billancourt. À l'ouverture, le président André Lecoq remercie les organisateurs, la mairie, salue M. Michel Berthelin, secrétaire national de la FNAM, et M. Bernard Garnier, président de la FPN.

Les rapports moral, d'activités et financier sont adoptés à l'unanimité.

La FNAM nous a permis de parrainer trois collèges pour des voyages sur des lieux de mémoire et d'aider certains de nos adhérents en grande difficulté financière.

En fin d'assemblée, M. Berthelin a remis la médaille du centenaire de la guerre de 1914-1918 au président André Lecoq et des médailles de la FNAM à Mmes Janine Bonnet et Annick Beaulieu, ainsi que la biographie d'André Maginot à Mme Geneviève Maginot. Un hommage a ensuite été rendu à nos disparus au Mont Valérien où une gerbe a été déposée en présence de nombreux adhérents.

Cette journée s'est achevée par un repas convivial.

GR 143

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS
D'ANCIENS COMBATTANTS
ET ANCIENS MILITAIRES DES
CHEMINS DE FER

Président : M. Gérard Dumontet
Adresse : 11 rue des Mazières
91000 Evry



Notre 84^e assemblée générale s'est tenue le 1^{er} octobre 2019 près de la gare de Villeneuve-Triage. Le président Gérard Dumontet ouvre la séance en demandant une minute de recueillement pour tous ceux tombés au nom de la liberté, pour les camarades qui nous ont quittés et une pensée pour ceux qui souffrent. Il remercie ensuite les membres du Bureau, les porte-drapeaux et aussi son épouse Hélène qui lui apporte une aide précieuse pour ses déplacements et les travaux d'administration. Par ailleurs, ses remerciements s'adressent à Yves Talagrand pour son album de superbes photos de

l'assemblée générale précédente. Le secrétaire général, Jean Senot, rend compte ensuite de l'avancement des attributions de la « campagne double » en voie de fin. Le trésorier général, Jean Konieczny, énonce le bilan financier : rapports moral, d'activité et financier adoptés à l'unanimité.

Le renouvellement du conseil d'administration et du bureau apporte peu de changements notamment au bureau, élu au cours du conseil d'administration extraordinaire.

Groupements

GR 163

SECTION FÉDÉRALE ANDRÉ-MAGINOT DE L'HÉRAULT

Président : M. Jean-Pierre Vincent
Adresse : Résidence Le Capri N° 40
- 322 Place des Cosmonautes
34280 La Grande-Motte

Cérémonie à la stèle Maginot de La Grande-Motte

Le 9 novembre 2019, le conseil d'administration de notre section et de l'association des ACVG de La Grande-Motte a organisé une cérémonie à la stèle Maginot, afin de rendre hommage aux soldats morts pour la France au cours de la guerre 14-18.

Cette stèle vient d'être reconnue et classée parmi les 330 monuments aux Morts du département.

La cérémonie était présidée par M. Michel Gibot, trésorier général de la FNAM et administrateur du GR 163. Il représentait



le président de la FNAM Henri Lacaille. Le maire de La Grande-Motte, président de l'agglomération du pays de l'or était représenté par le délégué aux anciens combattants Bernard Rey.

Le président, Jean-Pierre Vincent, a lu l'historique de la FNAM et la carrière d'André Maginot. Il a ensuite déposé la gerbe avec M. Gibot. Une minute de silence a été observée. La cérémonie s'est terminée par l'hymne national.

Jean-Pierre Vincent
Président

GR 175

AMICALE DES ANCIENS DU 6^e REGIMENT DE HUSSARDS

Président : M. Yves Spiers
Adresse : 1 rue des Tilleuls
77176 Savigny-le-Temple

Journées du souvenir

Le 21 mai 2019, devant 67 participants s'est ouverte l'assemblée générale de notre 32^e rassemblement à Saint-Cast-le-Guildo (22) avec minute de silence à nos décédés, lecture des rapports et approbations par l'assemblée qui reconduisait l'équipe en place. Au monument aux Morts, hommage était rendu à nos camarades à l'énoncé des 68 noms de hussards, Morts pour la France, suivi du dépôt d'une gerbe tricolore par le président, le maire et les AC. Minute de silence et *Marseillaise* chantée.

Le 17 octobre 2019, 30 hussards et leurs épouses se retrouvaient à Azé en Saône-



et-Loire pour l'hommage annuel devant la plaque du Souvenir dédiée à leurs camarades disparus en Grande Kabylie.

Entourés des porte-drapeaux au monument aux Morts, dépôt d'une gerbe tricolore par H. de Marcellus et le maire adjoint, J.P. Dufour, avec minute de silence et hymne national chanté.

Au cimetière d'Azé, dans le carré militaire du Souvenir français, son président M. Rocher déposait avec le président Y. Spiers, la gerbe « Amicale 6 Hussards » à la plaque des morts du Régiment. La tombe du commandant Delamare était fleurie par Mme Carena et M. Pousset.

Yves Spiers

GR 218

ASSOCIATION AMICALE
DES OFFICIERS D'ACTIVE
ET EN RETRAITE DE
L'ADMINISTRATION SANTÉ

Président : Colonel Didier Gineste
Adresse : 5 rue François Rabelais
45000 Orléans

L'Association Amicale des officiers d'active et en retraite de l'Administration santé des armées (A3) a tenu sa 42^e AG à Théoules-sur-Mer (06) le 24 mars 2019. Arrivés dès le 22 mars, nombre d'adhérents se sont retrouvés sous un soleil radieux pour vivre ce moment d'amitié qui, chaque année, réunit une quarantaine de membres. Durant ces trois journées, les participants ont pu visiter la parfumerie Fragonard de Grasse, le célèbre village de Saint-Paul-de-Vence et passer une journée complète à Monaco.



Le dimanche matin, en présence de tous, une gerbe a été déposée au monument aux Morts de Théoules-sur-Mer.

L'AG 2020 se tiendra sur l'île d'Oléron (17), rendez-vous est donné à nos adhérent(e)s et ami(e)s de l'A3 au Village Vacances Arc en Ciel à Saint-Trojan-les-Bains du 21 au 24 mai.

Didier Gineste
président

GR 246

ASSOCIATION DES
ANCIENS DU 1^{er} RÉGIMENT
D'INFANTERIE

Président : M. Didier Renaud
Adresse : Mairie
18200 Saint-Amand-Montrond

Notre congrès a eu lieu les 10 et 11 septembre 2019 à Dun-sur-Auron, en présence de la 4^e Ci^e du 1^{er} RI, du colonel Yann Hauray et de la musique du 6^e Régiment d'Angers. La première journée est consacrée au recueillement sur les stèles du Boischaud sud et au mémorial de la Résistance à Arçay. Le deuxième jour, le matin cérémonies à St-Amand en présence du général César Baldi, DMD du Cher, cérémonie à la plaque du commandant Rauscher, à la stèle du général Bertrand et au monument aux Morts avec des élèves du collège Jean-Moulin de St-Amand-Montrond et des élus. L'après-midi, prise d'armes au monument aux Morts de Dun-sur-Auron, en présence



de M. Cosyns, maire. Le colonel Yann Hauray a décoré André Pignault de la médaille TRN. Assemblée générale en présence du capitaine Letrionnaire représentant le chef de corps.

Après une minute de recueillement, le président Didier Renaud ouvre la séance : lecture du rapport moral et financier par Simone Pintenat, secrétaire et trésorière, compte rendu des diverses manifestations et projets pour l'année 2020.

Élection d'un nouveau secrétaire, Jean-Paul Desnoux, et d'un nouveau membre au conseil d'administration Yannick Martin.

Serge Charron, notre ami et administrateur honoraire, nous a quittés

Serge Charron, administrateur honoraire de notre Fédération, s'est éteint dans la nuit du 2 au 3 janvier 2020.

Né en 1929, il obtient son CE puis un CAP agricole. Il travaille sur la propriété familiale comme maraîcher. En avril 1949, il effectue son service militaire au 37^e Régiment d'Infanterie avant d'être muté en octobre à la compagnie administrative régionale de la 6^e région militaire à Metz, après avoir suivi les cours au peloton d'élèves gradés. Nommé caporal en janvier 1950, il est rayé du service actif en avril de la même année et nommé sergent de réserve. En septembre 1950, il est admis au centre de formation de la gendarmerie nationale de Maison-Alfort. À sa sortie, il est muté au 1^{er} escadron de la 4^e Légion de la Garde républicaine à Limoges.

En avril 1951, il épouse Madeleine Lemaire, avec qui il aura trois fils.

Durant son affectation à Limoges, il est détaché au service du maintien de l'ordre en AFN. Il effectuera plusieurs séjours en Tunisie, Algérie et au Maroc.

Après la guerre d'Algérie, il suit les cours d'officiers de police judiciaire et est affecté à la brigade territoriale d'Orléans. En janvier 1983, il est nommé maréchal des logis chef puis prend sa retraite en 1984.

En novembre 1983, il adhère à l'Association des mutilés, réformés, veuves de guerre et anciens combattants de Romorantin-Lanthenay, affiliée à la FNAM et qui devient, en 2001, la Section fédérale André-Maginot



du Loir-et-Cher, dont il deviendra vice-président en 1985, puis président de 1989 à 2009.

Administrateur de la FNAM de 2000 à 2012, il en est un membre actif et impliqué au sein de plusieurs commissions, auxquelles il apporte son expérience et ses conseils. Dans le même temps, il est aussi membre d'autres associations d'anciens combattants, notamment des Médaillés militaires.

Serge Charron était titulaire de la Médaille Militaire, de la croix du Combattant, de la médaille commémorative AFN avec agrafe Algérie-Tunisie-Maroc et de la médaille du TRN AFN. En 2007, il avait été nommé chevalier de l'Ordre National du Mérite.

Ses obsèques se sont déroulées le mercredi 8 janvier à Romorantin, en présence de sa famille, de ses amis, d'administrateurs de la FNAM et de nombreux porte-drapeaux. La FNAM gardera de Serge Charron le souvenir d'un ami fidèle et l'image d'un homme sage et à l'écoute.

Reconstitutions militaires

GrAPSHOT to victory - Italie 1945

Du 16 au 20 avril 2020 au Mont Ventoux



En 2020, ce ne sont pas les troupes américaines à Anzio qui seront représentées, mais une division d'élite de l'armée américaine, la 10th Mountain Division durant l'offensive de printemps dans le Nord de l'Italie.

L'évènement ne se situera pas sur les lieux même de la bataille, mais aux pieds du Mont Ventoux, dans le Vaucluse. Le climat et la géographie sont similaires aux lieux où les *Mountainers* de la 10th Mountain Division ont combattu.

Au programme : Manœuvre à pied, nuit à la belle étoile et bonne entente !

Plus d'informations sur la page Facebook : 10th Mountain Division - Pô Valley - Spring 1945 ou celle de Battle Patrol.

Il était une fois... Le 4^e Dragons portés 80 ans des combats du Mont Saint-Éloi Les 23 et 24 mai 2020



L'Association Souvenir d'Artois est une association de recherches, d'expositions et de reconstitutions sur l'histoire de l'Artois, du XI^e au XX^e siècle et dont les buts sont :

- Se souvenir,
- Honorer
- et transmettre.

Les 23 et 24 mai se tiendront les journées de commémorations des combats de mai 1940 au Mont Saint-Éloi (près d'Arras) à travers des reconstitutions, des expositions.

Coordonnées :
06 47 88 21 26
asso.souvenirsartois@free.fr
<http://asso.souvenirsartois.free.fr>

Culture et Sciences

Le Musée national de la guerre à Édimbourg (Écosse)

Edinburgh Castle, Castlehill, Edinburgh EH1 2NG, Royaume-Uni - Tél. +44 300 123 6789



Situé à l'intérieur du Château d'Édimbourg, ancienne forteresse qui fait partie de l'un des lieux les plus emblématiques de la ville et l'un des plus visités, le Musée National de la Guerre d'Écosse passe en revue plus de 400 ans d'histoire militaire du pays.

Comme tout musée de la guerre digne de ce nom, il compte des armes, des armures, des tableaux, ainsi que des costumes traditionnels écossais utilisés durant les batailles, des objets personnels et des lettres envoyées par les soldats écossais en mission.

On trouve également une section dédiée à la Seconde Guerre mondiale et à l'importance de la femme durant le conflit. À l'extérieur du musée, vous trouverez d'autres expositions en lien : *The Royal Scots Regimental Museum*, dédiée aux uniformes de l'infanterie, et *The Regimental Museum of the Royal Scots Dragoon Guards*, qui traite de la cavalerie. Petite particularité, tous les jours à 13 heures (sauf le dimanche), le général d'Artillerie tire un coup de canon pour perpétuer la tradition. À l'origine, ce coup de canon avait pour but de donner l'heure aux marins et aux villageois.

La visite est incluse dans le prix du billet de la visite du château. Adultes : £19,50. Enfants de 5 à 15 ans : £11,50. Plus de 60 ans et sans emploi : £16,00.

Musée du Génie à Angers

Association Musée du Génie - 106 rue Eblé 49000 Angers - Tél. 02 41 24 83 16



Le Musée du Génie vous accueille à Angers (Maine-et-Loire, 49), pour vous faire découvrir le génie militaire, l'art militaire à travers les techniques, l'Histoire de France et les hommes.

Le musée propose des expositions d'objets et œuvres militaires (expositions permanente et temporaire), des objets d'exception, des blindés ainsi qu'une offre pédagogique à destination des enseignants (visite scolaire, parcours découverte, fiche pédagogique).

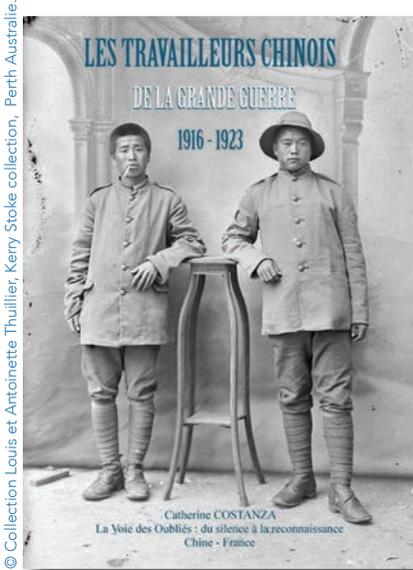
Le sas d'imprégnation « l'Esprit Rouge et Noir » offre un survol du champ couvert par le Génie, permettant au public d'appréhender sa nature, sa richesse et sa diversité. La galerie chronologique présente l'histoire du Génie en soulignant, au cours d'évènements marquants ou de faits historiques majeurs, ce qui a façonné le paysage, l'identité et la culture de la France.

Horaires d'ouverture du Musée : mercredi, jeudi et vendredi de 13h30 à 18h00. Samedi, dimanche et jours fériés de 14h00 à 18h00. Fermeture annuelle : mi-décembre/fin février.

En février, ouvert aux groupes du mardi au jeudi. Visites libres gratuites. Visites guidées payantes réservées aux groupes et scolaires à partir de 10 personnes : contacter le musée.

Projet de création d'un musée à Érin Les travailleurs chinois de la Grande Guerre

Par Mme Catherine Costanza



Après des années de recherche et d'information, il est désormais reconnu que les travailleurs chinois de la Grande Guerre ont joué un rôle important tant en France qu'à travers le monde.

On estime à environ 400 000 le nombre de ces hommes ayant contribué à l'effort de guerre, dont 140 000 en France. 80 % de ces effectifs étaient affectés au nettoyage des tranchées, sur les docks, dans les usines d'armement et poudreries, restauration des routes et voies ferrées, bucheronnage, travaux des champs, mines, aciéries, brancardiers...

Longtemps leur contribution fut passée sous silence. La tendance s'inverse et une véritable reconnaissance de leur travail colossal voit le jour. Plusieurs stèles et mémoriaux ont été érigés en leur nom : Arras, Érin, Vignacourt, Saint-Quentin, Paris... et ce n'est qu'un début.

En 2020, débute un projet de création de musée et centre de documentation international sur les travailleurs chinois de la Grande Guerre à Érin (Hauts-de-France).

Après 16 ans de travail autour de la Première Guerre mondiale et surtout autour des travailleurs chinois, Mme Costanza a décidé de donner l'intégralité de ses documents et de ses recherches au Groupe de recherches historiques des ateliers de tanks d'Érin.

MM. Antoine Berthe, président du Groupe de recherche des ateliers de tanks d'Érin, et Cédric Leclercq, maire d'Érin, travaillent avec la même énergie et les mêmes convictions pour faire aboutir ce projet.

Avec le soutien de la mairie d'Érin, de la communauté de communes, de la région et de passionnés d'histoire, l'ancienne école retrouvera sa vocation d'enseignement.

Deux beaux espaces en rez-de-chaussée, une cour avec un petit préau ainsi qu'un étage pour le stockage des archives et les bureaux sont destinés à ce projet. Des collections et expositions ainsi que des films ou documentaires seront proposés en continu, pour en faire un lieu de conférences et de rencontres. Des descendants d'officiers anglais ont fait parvenir à l'association de précieux documents. Des agriculteurs continuent de trouver des objets qui contribuent à étoffer la collection.

C'est un vaste projet qui regroupera des particuliers, chercheurs, collectivités, associations. Érin est un lieu légitime pour construire ce projet. En effet, il y eut les fameux ateliers de réparation de tanks anglais qui employèrent plus de 1 500 travailleurs chinois, faisant d'Érin un maillon actif de la victoire.

Ce lieu d'exposition et de documentation pourra accueillir tout le monde : visiteurs, familles de descendants, étudiants, écoliers...

Les documents seront proposés en français, anglais et chinois.

Une très belle collection d'objets réalisés par ces travailleurs chinois sera présentée et bien d'autres choses encore, entre autres une belle bibliothèque.

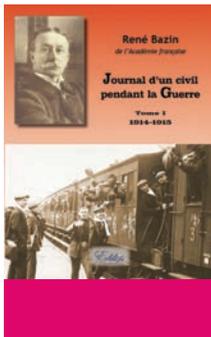
Le souhait primordial est que tout ce travail, toute cette mémoire ne tombent pas dans l'oubli.

Pour cela, un lieu fixe et une représentation physique en sont les meilleures options.

Lu Pour Vous

Journal d'un civil pendant la guerre

René Bazin



Éditions Edilys
Prix : 20 € (en librairie)

Ces cahiers de guerre ont pour intérêt d'avoir été dévoilés par René Bazin de l'Académie française, pour le centenaire de l'Armistice de 1918.

Comme tout journal, les jours et les mois qui s'écoulaient nous font vivre l'histoire vivante et émouvante de la Grande Guerre au sein des familles françaises. Par ailleurs, l'auteur reproduit et commente des articles entiers de journaux français et étrangers. Des photos de René Bazin et de membres de sa famille ainsi qu'un index des noms de personnes agrémentent cet ouvrage.

MFR

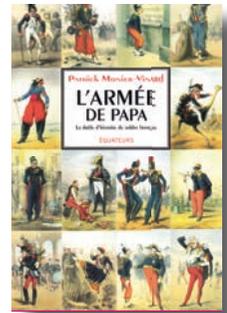
L'armée de papa

Patrick Monier-Vinard

Éditions Équateurs
Prix : 36 € (en librairie)

L'Armée de Papa concentre des années de recherche de la vie et du métier de soldat depuis vingt siècles.

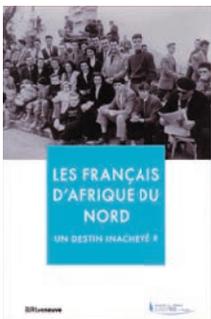
Ses dix-sept chapitres couvrent les thèmes des vertus militaires, de l'armement, de la santé, des femmes jusqu'aux arts et lettres et la religion. L'humour y côtoie la rigueur et les anecdotes les notes de service. Cette vision n'hésite pas à présenter des versions complémentaires voire contradictoires d'un même objet. La légende entourant certains événements donne un éclairage original de ces faits historiques ou pseudo historiques. Bien écrit et bien documenté, cet ouvrage de plus de 900 pages peut se lire « à la découpe » chapitre par chapitre. Le plaisir n'en durera que plus longtemps.



JMG

Les Français d'Afrique du Nord Un destin inachevé ?

Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie, des combats du Maroc et de Tunisie



Riveneuve
Prix : 15 € (en librairie)

Cet ouvrage, issu d'une journée d'étude, a pour but de clore le cycle initié dès 2011.

Il s'agit du sixième cahier de la collection « Cahiers pour la mémoire de tous et la mémoire de tout », qui s'inscrit dans la ligne fixée dès la création de la Fondation, qui considère la relation structurelle entre la France et le Maghreb comme un fait, avec ses parts de lumière comme ses parts d'ombre, dont seules l'étude et l'analyse distanciée permettent de créer les conditions d'un dialogue apaisé.

CBBH

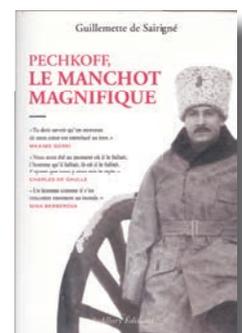
Pechkoff, Le manchot magnifique

Guillemette de Sairigné

Allary Éditions
Prix : 23,90 € (en librairie)

Fils adoptif de Gorki, héros de la Légion étrangère, homme d'influence, ambassadeur de France, Zinovi

Pechkoff est une légende oubliée du XX^e siècle. Durant la Première Guerre mondiale, il s'engage en France à la Légion étrangère, connaît les tranchées et la gloire des combats – il y perd le bras droit. La France l'adopte et le dépêche aux États-Unis pour les inciter à entrer en guerre. De Gaulle en fait son envoyé spécial en Chine et au Japon. Pechkoff parcourt le monde, connaît et séduit tout le monde, tel un héros de roman. Un cahier photo conclut cette imposante et passionnante biographie.



CBBH

Recherche toute personne ayant connu **Julien Michel Bautista**, ancien des chantiers de Djidjelli (groupe 104), élève officier de Cherchell (promotion « Libération » 1943-44), campagnes de Provence et d'Allemagne, puis officier de réserve à l'UT de Bône, officier d'état-major de la ZNEC (2^e, 3^e et 5^e Bureau) et enfin chef des services comptables, financiers, mécanographiques EDF-GDF pour la Corse.

Contact : saveriu9@gmail.com

Tél. : 06 44 84 31 97

Recherche un infirmier militaire nommé **Patrice Weber** et ayant servi dans l'armée dans les années 50 et plus.

André Musial

daneve25@numericable.fr

Recherche des documents et des photos du 35^e Goums, basé à Brikcha au Maroc en 1943/46.

Jean-Michel Carré

jean-michel.carre@orange.fr

L'Association de Limoges « Alouette FCRG » cherche des renseignements et des descendants de Benoit Eugène de Chabannes du Verger (comte) né le 7/04/1866 à Champpeau-en-Morvan (21210) Côte d'Or et décédé le 8/01/1932 (65 ans) à Paris. Marié le 2/04/1894 à Lyon, avec Gabrielle Pierrette Marie Clotilde Gonin. Militaire de carrière, sorti de St-Cyr, promotion N° 72 Tombouctou 1887-1889. Commandant au 20^e Dragons au « Quartier du Séminaire » (cité administrative Blanqui) à Limoges. Il a participé à la Grande Guerre au 20^e Dragons avec le grade de commandant, puis fin 1917 (ou début 1918 ?) est nommé lieutenant-colonel. Le 8 octobre 1918, il prend le commandement du 2^e Chasseurs d'Afrique.

M. Lessene

Tél. : 06 75 45 91 31

Fils d'un ancien d'Indochine recherche insignes et médailles militaires ainsi que scoutisme Jamboree 1947.

Philippe Pellegrin

11 av du Général de Gaulle

57 970 Yutz

Ancien militaire du 1^{er} RTM - 2^e DB, stationné au camp de Médiouna (Maroc). Désigné pour suivre le peloton II infanterie au GITCM à Fréjus, camp Robert en mai 1957. Blessé sur le parcours du combattant, fracture du talon gauche, jambe dans le plâtre pendant 51 jours. Je recherche le nom de l'hôpital où j'ai été soigné, afin que ma blessure figure sur les états de service, car non mentionnée sur mon livret militaire.

André Pellegrini

Le Prouzeau - 44470 Carquefou

L'Amicale du Service Militaire Adapté en métropole - association « Les Amis de la Favorite » recherche, dans le cadre de sa « mission historique » toutes les personnes, officiers, sous-officiers et militaires du rang ayant servi dans les bataillons ou régiments de 1961 à 1999 pour témoignages, ainsi que des photos et des documents en vue de la rédaction d'un ouvrage sur cet organisme de formation outre-mer.

Gérard Serlet sherpa1130@orange.fr

Tél. : 06 78 31 96 11

www.sma-amicales.fr

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans l'article intitulé « L'affaire dite des "Fiches" » dans *La Charte* 4-2019. Alfred Dreyfus ne fut pas amnistié mais bien innocenté en juillet 1906, réhabilité puis rétabli dans son grade. Merci aux lecteurs de nous avoir signalé cette inexactitude.



Musique berrichonne à la Grande-Garenne